

Perspectives économiques mondiales

Choc énergétique et risque géopolitique : l'économie mondiale sous tension

Aperçu des principales économies du monde, de la croissance du PIB, des cours des produits de base, des taux d'intérêt et des taux de change

Services économiques d'EDC
avril 2026

Canada

 EDC

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	3
-----------------	----------

SECTION 1 : CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE	5
---	----------

Le choc énergétique : à nouveau un risque mondial prépondérant	6
--	---

Le conflit au Moyen-Orient fait grimper le coût des carburants	7
--	---

Volatilité des cours énergétiques et risques inflationnistes	8
--	---

Peu d'embauches et de licenciements : recalibrage de l'emploi américain	9
---	---

États-Unis : l'investissement commercial dopé par l'IA et les centres de données	10
--	----

Le Jour de la libération et les tarifs américains: un an plus tard	11
--	----

Les consommateurs canadiens jouent la carte de la prudence	12
--	----

Les fragilités du marché de l'emploi incitent à la prudence	13
---	----

L'Europe : montée des tensions intérieures et des risques extérieurs	14
--	----

Déconvenues de son économie intérieure : la Chine reste tributaire des exportations	15
---	----

SECTION 2 : PERSPECTIVES PAR PAYS	16
--	-----------

SECTION 3 : PERSPECTIVES POUR LES PRODUITS DE BASE	25
---	-----------

SECTION 4 : PRÉVISIONS D'EDC	29
-------------------------------------	-----------



Sommaire

Choc énergétique et risque géopolitique : l'économie mondiale sous tension

Stuart Bergman

Vice-président et économiste en chef

L'année 2025 a été une tumultueuse, dominée par une conjoncture commerciale et sous le signe d'une forte volatilité et incertitude. L'économie mondiale a donc franchi le seuil de 2026 avec une bonne dose de résilience. La croissance a pris du mieux et l'inflation a reculé. Certes, les droits de douane ont continué à peser sur l'activité. Toutefois, nombre d'entreprises ont appris à gérer ces perturbations et trouver une certaine stabilité. Dans notre édition de l'hiver 2026 des Perspectives économiques mondiales, notre prévision se formulait comme suit : le commerce international garderait le cap et la croissance se maintiendrait, portée en partie par la hausse des dépenses en capital dans l'intelligence artificielle (IA) et la bonne tenue des marchés boursiers.

Trois mois plus tard, cette résilience est mise à l'épreuve dans notre parution du printemps des Perspectives. La guerre entre la Russie et l'Ukraine entre dans sa quatrième année et force est de constater que les risques géopolitiques s'intensifient sur plusieurs fronts. Les États-Unis ont fait part de leur intention d'élargir leur présence stratégique sur le territoire d'un allié de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Pour sa part, la Chine a mené des exercices militaires à grande échelle dans le détroit de Taïwan. L'armée américaine a lancé une opération militaire majeure au Venezuela. Puis, le 27 février, les États-Unis – en collaboration avec Israël – ont lancé des frappes aériennes et des frappes de missiles d'envergure contre l'Iran. Ce geste a déclenché une guerre de haute intensité au Moyen-Orient qui perturbe le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz et bloque près d'un cinquième du transit mondial de pétrole et de gaz naturel liquéfié (GNL). Le détroit est aussi une voie vitale pour les produits chimiques, les métaux et les engrais, ce qui aggrave le risque de perturbation de la chaîne d'approvisionnement liée à l'agriculture et aux semi-conducteurs.

Les cours du pétrole brut West Texas Intermediate ont augmenté, passant d'environ 60 dollars le baril à près de 100 dollars le baril, soit la plus forte envolée depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Selon notre scénario de référence, qui tient compte des développements survenus jusqu'au 16 mars, le cours de l'or noir restera élevé jusqu'à l'été.

Du fait de l'atténuation du conflit et des défis liés au fret maritime, nous prévoyons une baisse des cours et un retour à des stocks pétroliers excédentaires à l'échelle du globe. Ainsi, les cours moyens du pétrole passeront à environ 70 USD le baril en 2026 et à 61 USD le baril en 2027. Les risques voilant nos prévisions s'orientent à la baisse et font écho à une incertitude inhabituellement élevée. La fermeture prolongée du détroit pourrait avoir des effets non linéaires sur les cours du pétrole brut. Les perturbations pourraient persister au-delà de la fin des hostilités directes si les infrastructures d'extraction et de raffinage sont endommagées.

L'incertitude tarifaire persiste malgré les limites imposées aux pouvoirs d'urgence

Éclipsée par la guerre au Moyen-Orient, la décision rendue par la Cour suprême des États-Unis contre l'utilisation de la Loi sur les pouvoirs économiques d'urgence internationaux (IEEPA) pour justifier l'imposition des tarifs a été un autre développement crucial. La décision laisse en place les surtaxes douanières prévues au titre des articles 122 et 301 de la Loi sur le commerce de 1974, et celles prévues à l'article 232 de la Loi sur l'expansion du commerce de 1962. Toutefois, la législation modifie la manière dont l'administration américaine peut recourir aux tarifs. Nous nous attendons toujours à ce que les États-Unis recourent à ces dispositions et d'autres dispositifs pour exercer des pressions tarifaires sur divers pays et secteurs (comme l'acier et l'aluminium, le cuivre et les produits automobiles). Cependant, la décision devrait limiter les ajustements arbitraires aux calculs tarifaires durant l'horizon prévisionnel.

Les Services économiques d'EDC continuent de s'attendre au maintien de la dynamique économique américaine, malgré les aléas à l'échelle mondiale. En tant qu'exportateur net d'énergie, les États-Unis sont mieux placés que de nombreuses économies pour absorber le choc actuel. Malgré la faiblesse persistante du marché du travail, les dépenses de consommation globales sont au beau fixe et le chômage reste faible par rapport aux normes historiques. L'investissement des entreprises dans les infrastructures et les centres de données garde le cap et profiterait de la prise de nouvelles dispositions fiscales et budgétaires. Nous tablons sur une croissance de l'économie américaine de 2,3 % en 2026 et de 2,2 % en 2027.



Sommaire

Choc énergétique et risque géopolitique : l'économie mondiale sous tension

Stuart Bergman

Vice-président et économiste en chef

La croissance résiliente, le marché du travail qui s'essouffle et un risque d'inflation croissant lié au conflit au Moyen-Orient créent un contexte difficile pour la Réserve fédérale américaine. Nous escomptons donc que la Fed maintienne sa politique stable jusqu'à la fin de 2026, date à laquelle elle devrait réduire le taux des fonds fédéraux de 25 points de base. Une deuxième réduction de 25 points de base est attendue au début de 2027.

Au Canada, il est peu probable que la décision de l'IEEPA infléchisse les perspectives, les tarifs sectoriels ayant eu des effets plus importants sur les exportateurs canadiens. Ces effets sont désormais plus visibles sur le marché du travail, les secteurs exposés aux tarifs étant plus éprouvés que dans le reste de l'économie. L'investissement commercial pâtit également. Malgré des mondiaux de l'énergie plus élevés soutenant les producteurs de pétrole, la montée des cours des matières premières pénalisent les consommateurs et les entreprises aux prises avec une augmentation du coût des intrants. Dans l'ensemble, l'économie canadienne enregistre une croissance de 1,3 % en 2026 et de 1,9 % en 2027.

Au pays, l'effet des tensions inflationnistes serait en partie annulé par des changements aux politiques, notamment la suppression de la taxe sur le carbone. Dans ce contexte, nous n'anticipons aucune modification du taux directeur par la Banque du Canada cette année ou l'an prochain. Dans une conjoncture marquée par la politique plus accommodante de la Fed, les variations des cours de l'énergie et les risques liés à l'examen de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), nous nous attendons à ce que le huard, par rapport au billet vert, se situe en moyenne aux environs 74 cents durant l'horizon prévisionnel, dans un climat de grande volatilité.

La zone euro quant à elle traversera une année plus difficile, vu sa dépendance aux expéditions de GNL, et pourrait subir des tensions inflationnistes plus fortes qu'en Amérique du Nord. De même, ce bloc devra composer avec la hausse des importations chinoises et l'incertitude entourant sa relation commerciale avec les États-Unis.

À l'approche de l'élection présidentielle française de 2027, l'impasse législative et la paralysie dans l'arène politique devraient peser sur le climat des affaires. En Allemagne, les perspectives seraient embellies en 2027 par le passage de l'austérité à une expansion budgétaire axée sur l'investissement et les dépenses de défense, et une plus grande flexibilité du frein à l'endettement. Pour l'ensemble de la zone euro, nous prévoyons une croissance de l'ordre de 1,1 % en 2026, puis de 1,5 % en 2027.

Le gouvernement chinois a abaissé son objectif de croissance dans la fourchette de 4,5 % et de 5 %, signe d'une économie sous tension alors que le tassement de la demande intérieure continue d'être compensé par des excédents commerciaux substantiels et des tensions grandissantes avec les partenaires commerciaux. Pour la Chine, nous tablons sur une croissance globale près de la fourchette inférieure cible, soit de 4,6 % en 2026 et de 4,5 % en 2027.

La conclusion : la stabilité géopolitique modèlera les perspectives mondiales de croissance

Nous avons amorcé 2026 avec un optimisme prudent avec l'espoir que la résilience de l'économie mondiale et la stabilité du commerce – tout de même soumis à des aléas – puissent avoir raison de l'incertitude des dernières années. Or, le regain de la volatilité sur le front géopolitique met à l'épreuve cette résilience.

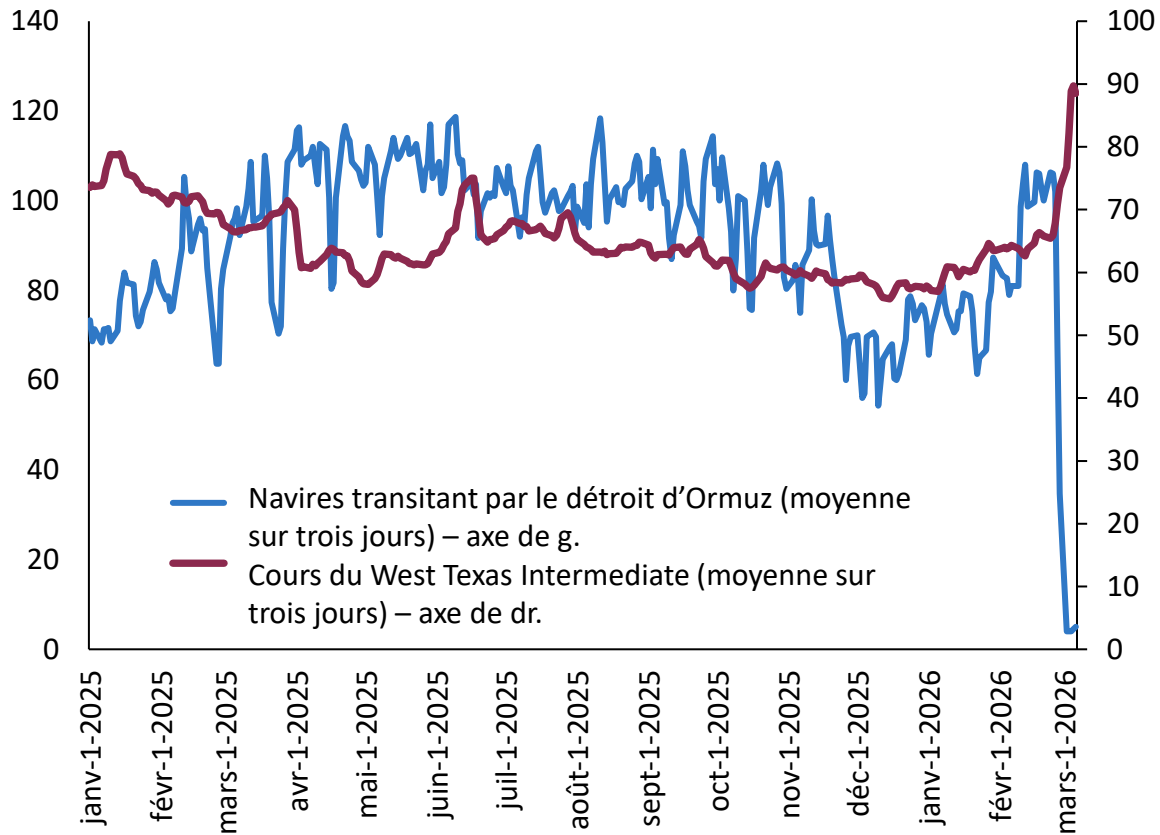
D'après nos prévisions de référence, la croissance mondiale se fixerait à 3,2 % en 2026 et à 3,3 % en 2027. Cependant, les risques sont résolument orientés à la baisse et restent très sensibles à de nouvelles perturbations. Dans notre scénario baissier, une hausse des cours du pétrole et des matières premières raviverait l'inflation et plomberait la consommation et l'investissement, avec des retombées variant selon les régions.

CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

Le choc énergétique : à nouveau un risque mondial prépondérant

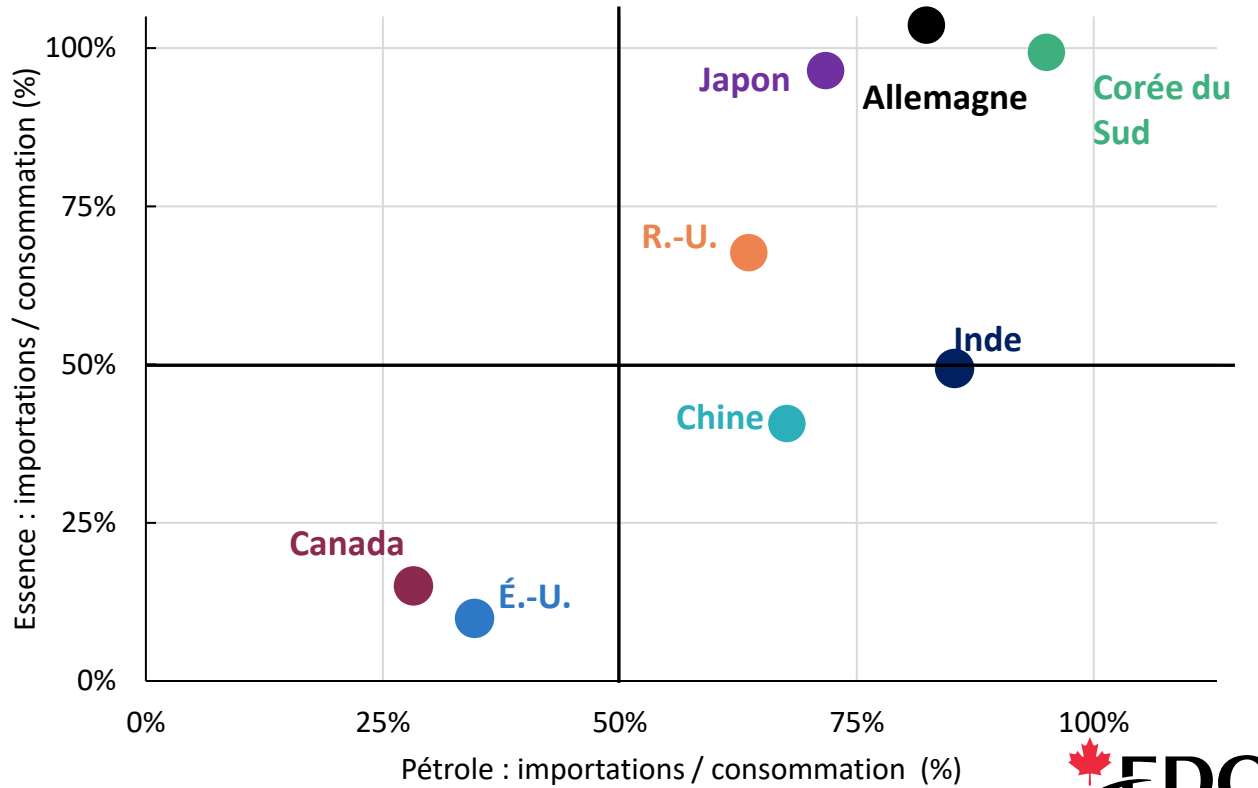
La fermeture du détroit d'Ormuz – point incontournable du transit maritime mondial du secteur de l'énergie – est devenue un risque dominant pour l'économie mondiale. Les perturbations même limitées du trafic des pétroliers peuvent faire flamber les cours énergétiques. Les pays très tributaires des importations pétrogazières sont beaucoup plus exposés à ces chocs, et pour cause : environ 15 % du pétrole mondial et 20 % du gaz naturel liquéfié (GNL) transitent par le détroit. Ce blocage fait grimper les coûts de carburant, de transport et de production pour les importateurs; les exportateurs d'énergie sont relativement mieux positionnés pour absorber ce choc.

La baisse du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz fait grimper les cours pétroliers



Les pays dépendants de l'énergie plus exposés aux risques en période de conflit

Pourcentage, niveau de dépendance en 2024

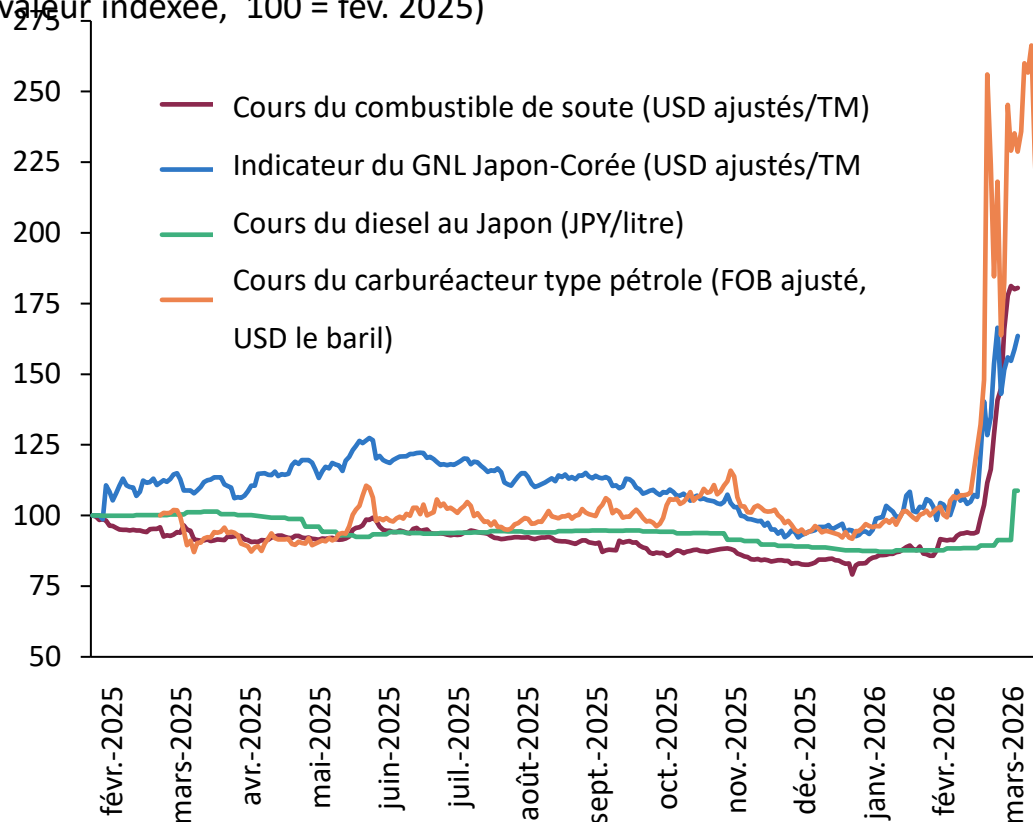


Le conflit au Moyen-Orient fait grimper le coût des carburants

L'escalade du conflit au Moyen-Orient a fait monter en flèche le coût des carburants. Le cours de référence de l'or noir s'est envolé et le coût des produits raffinés a explosé en raison des pénuries. Ces développements poussent à la hausse les coûts de transport et les tensions inflationnistes ainsi que les coûts de la chaîne d'approvisionnement, qui pèsent encore plus sur le commerce mondial.

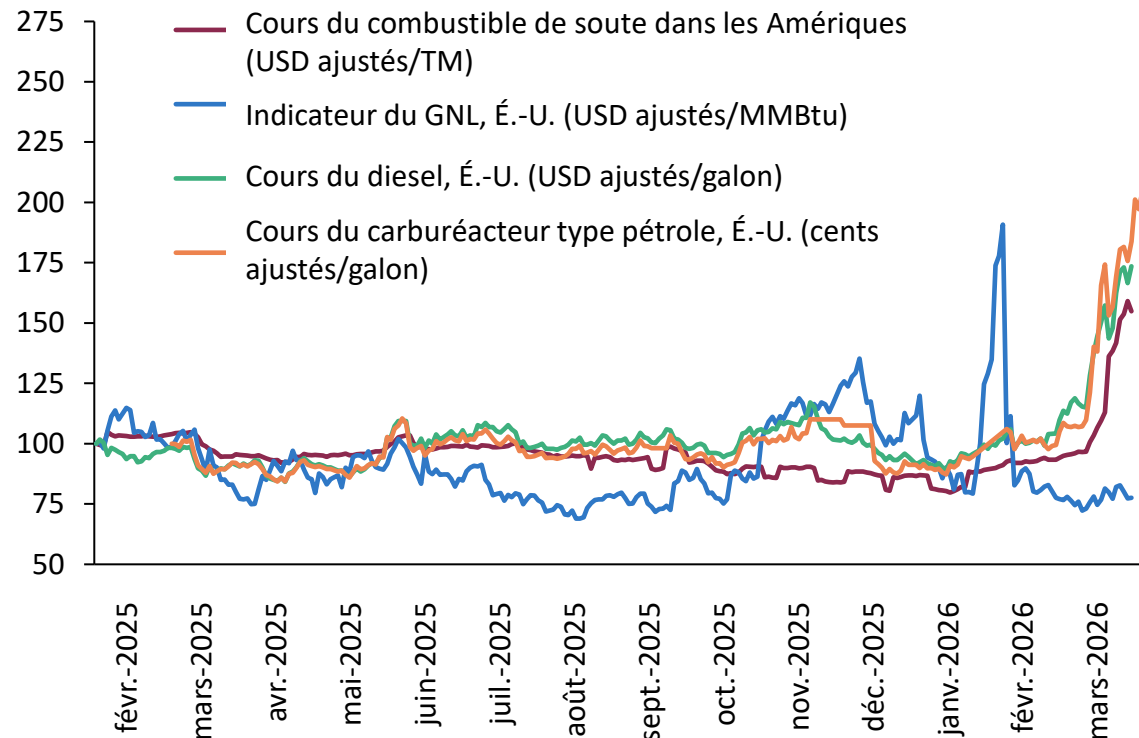
Le coût des carburants et du GNL fait grimper les coûts d'expédition en Asie-Pacifique

Carburant de soute (VLSFO), GNL, prix du diesel et des carburéacteurs (valeur indexée, 100 = fév. 2025)



Le coût des carburants dans les Amériques fait grimper les coûts d'expédition et l'inflation

Carburant de soute (VLSFO), GNL, prix du diesel et des carburéacteurs (valeur indexée, 100 = fév. 2025)

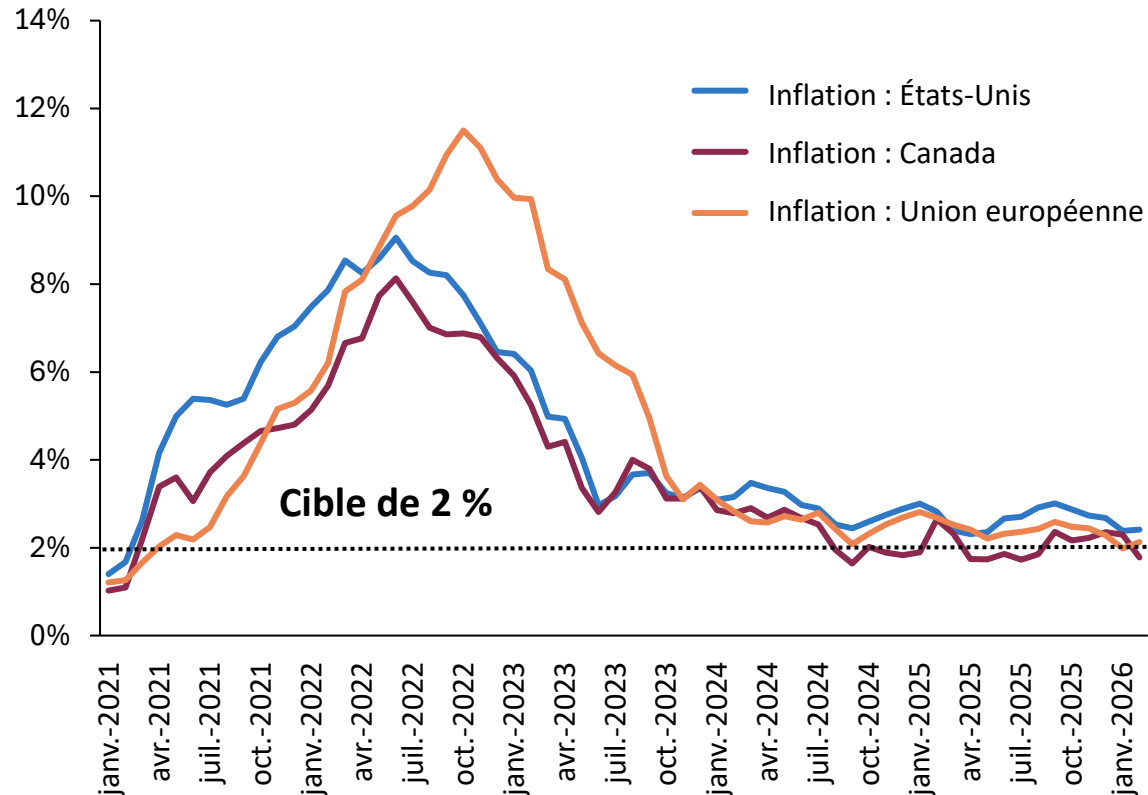


Volatilité des cours énergétiques et risques inflationnistes

Le choc énergétique déclenché par le conflit au Moyen-Orient a ravivé les risques d'une montée de l'inflation au sein de l'économie mondiale. La hausse des cours gagnant les chaînes d'approvisionnement, l'inflation des prix à la consommation pourrait augmenter à court terme. L'Europe ressentirait davantage ces tensions vu sa forte dépendance aux importations d'énergie. Cette divergence complique la formulation des perspectives de la banque centrale en matière de politique. Le regain des risques inflationnistes et la détente du marché du travail modèrent les perspectives de croissance et accroissent l'incertitude économique.

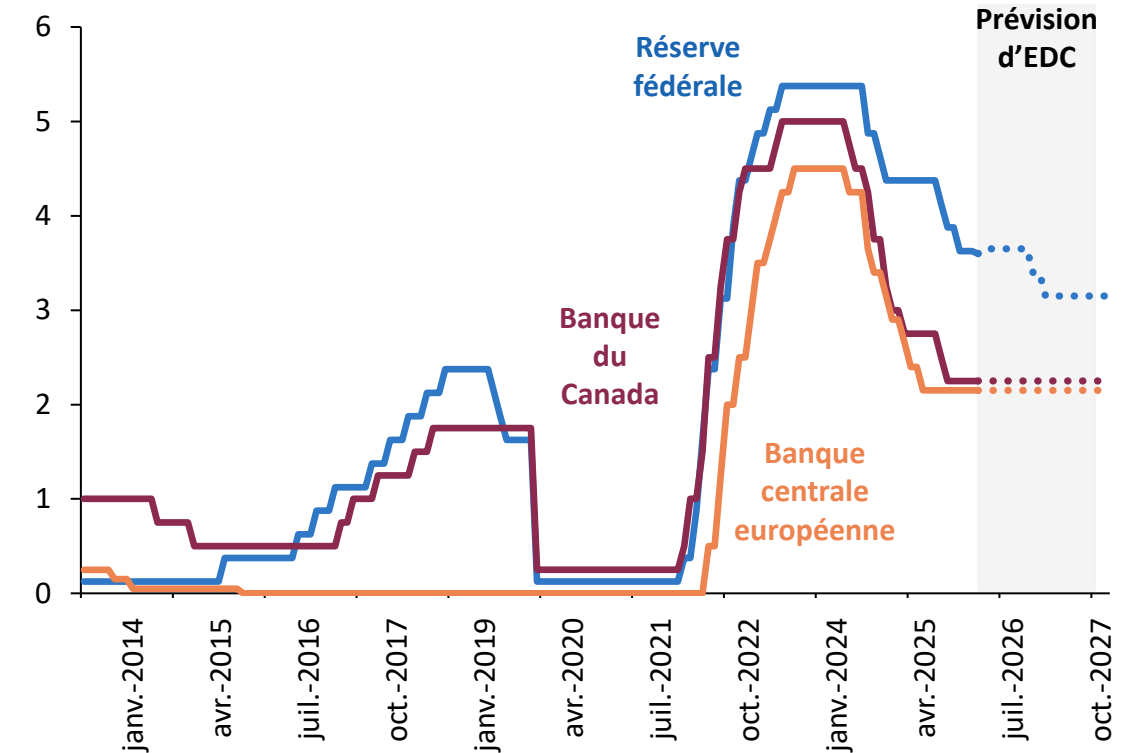
Grandes économies : l'inflation près des cibles de la banque centrale

Inflation, données non désaisonnalisées



Les banques centrales suspendraient pour le moment les réductions du taux directeur

Pourcentage

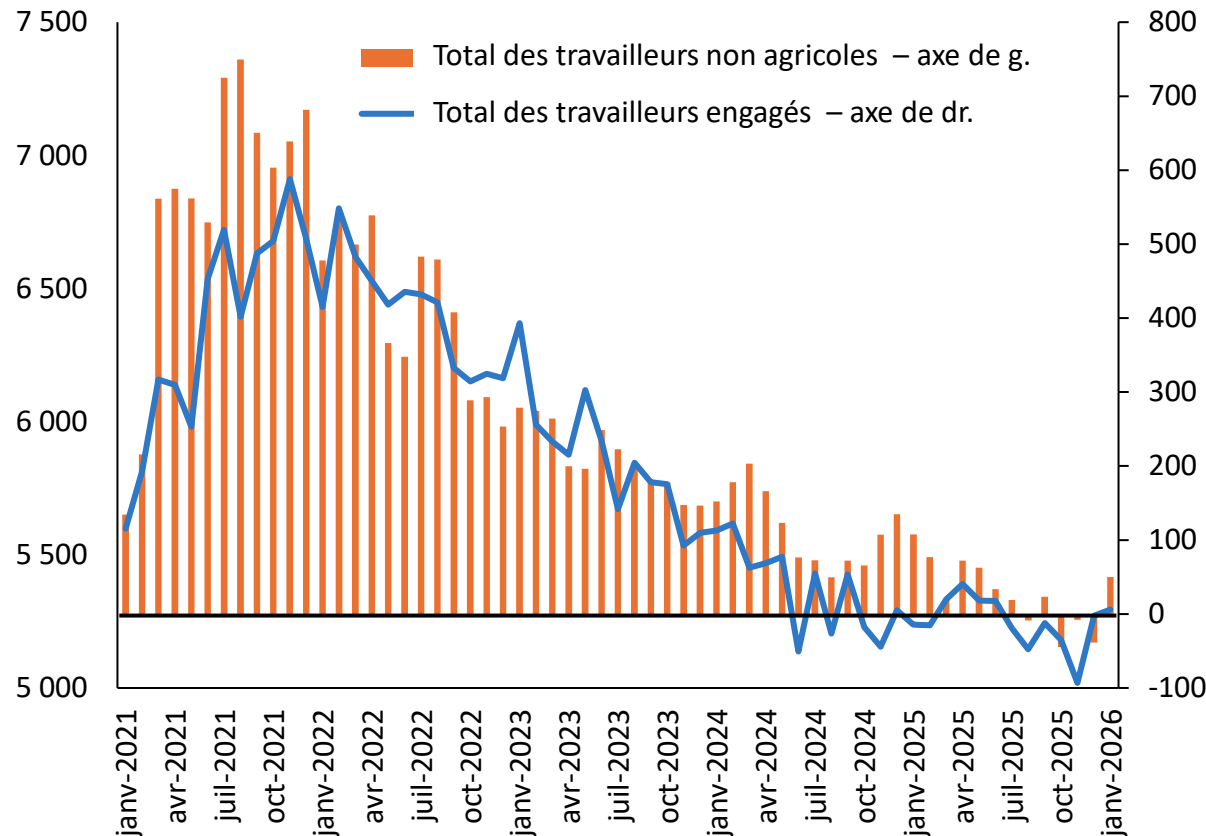


Peu d'embauches et de licenciements : recalibrage de l'emploi américain

Le consommateur étant la principale dynamo de l'économie américaine, les conditions du marché du travail restent un élément central des perspectives. Selon les récentes données, le marché se détend, mais ne se contracte pas : l'activité d'embauche marque le pas, mais ne s'accompagne pas de licenciements massifs. Les conditions d'emploi continuent de soutenir les dépenses des ménages et la croissance globale, même si la création d'emplois perd de son allant. L'impulsion du marché du travail fléchit, mais soutient toujours la croissance. Ce fléchissement mine la capacité de résilience dans un climat d'aggravation des risques et de la volatilité sur le marché de l'énergie.

Marché américain de l'emploi : l'élan s'essouffle

Données désaisonnalisées, en milliers



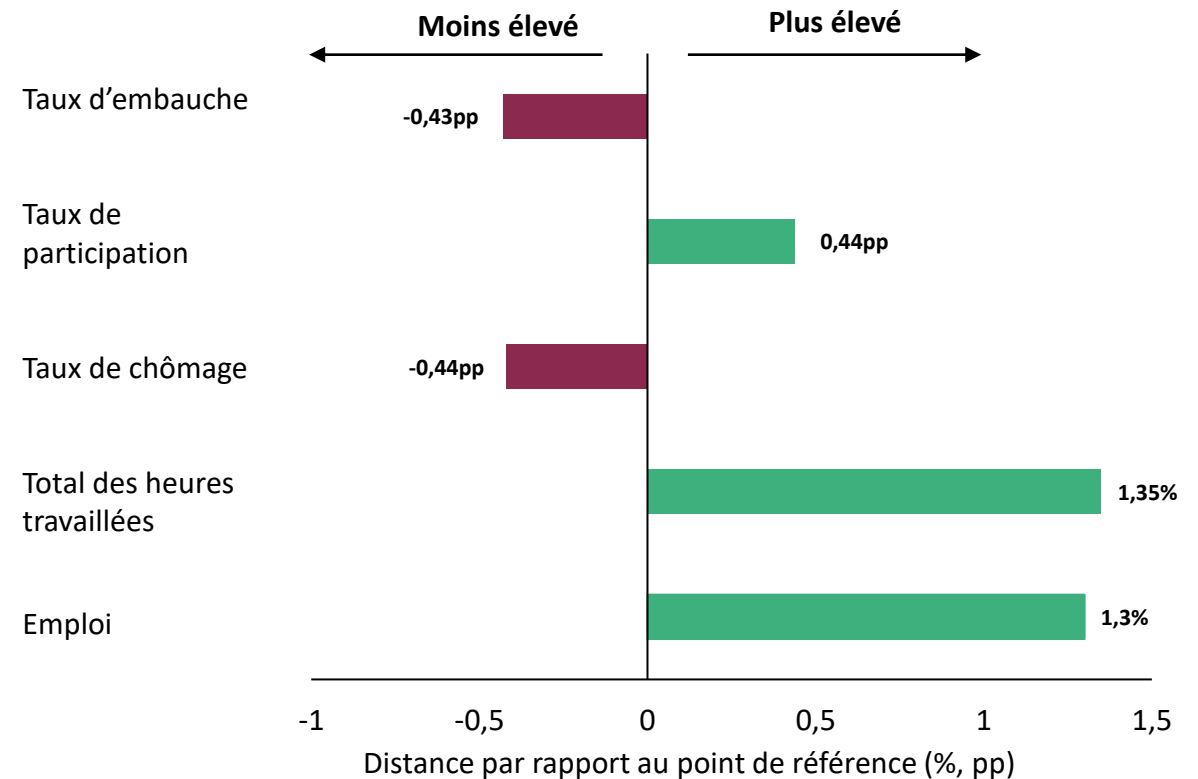
Source: Haver Analytics

9

Nota – Pour calculer les conditions du marché du travail américain, les données les plus récentes datent de janvier 2025, avec la moyenne de 2022 à 2025 comme référence. La tension du marché* est définie comme le nombre d'offres d'emplois par travailleur au chômage.

Évolution des conditions du marché de l'emploi américain : janvier 2026 par rapport à la moyenne de 2022-2025

Variation (%) des niveaux; écart en points de pourcentage (pp); dés,

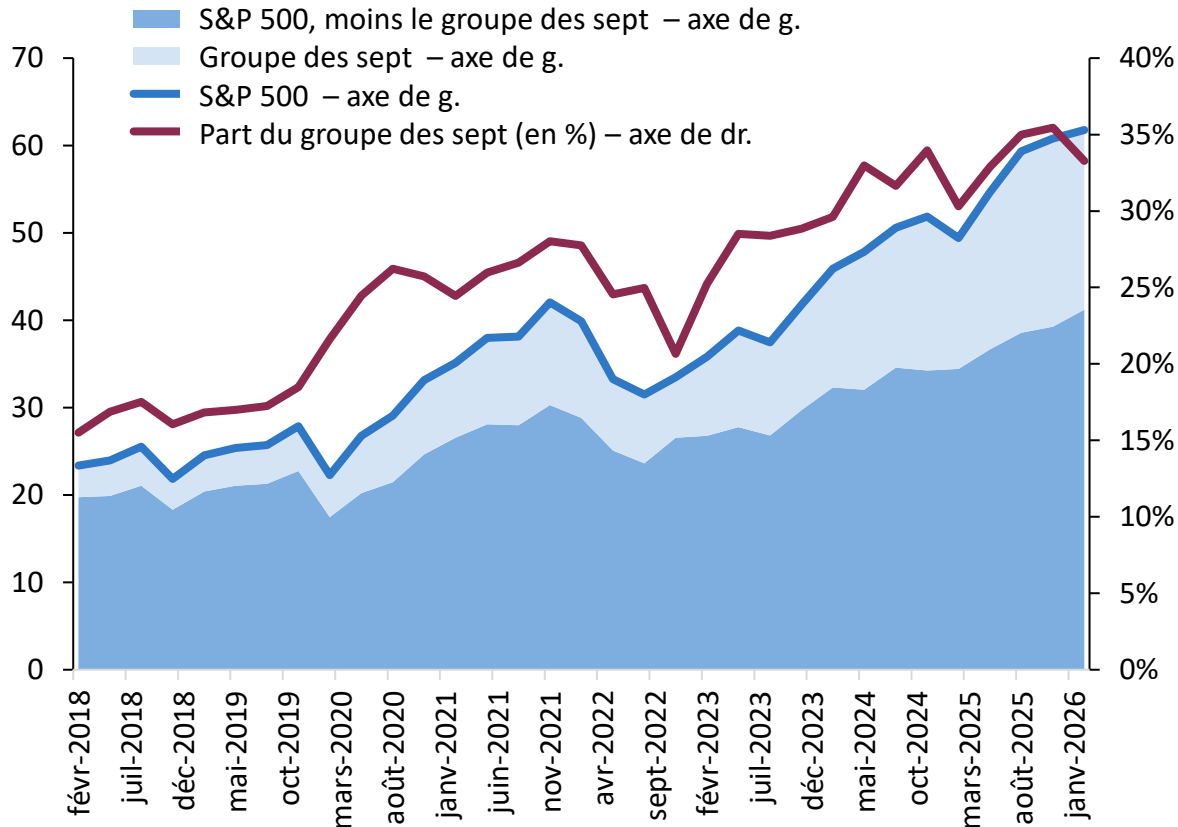


É.-U. : l'investissement commercial dopé par l'IA et les centres de données

La consommation des ménages reste soutenue. L'investissement des entreprises demeure tonique aux États-Unis. Cet élan est surtout porté par les sept grandes entreprises (Mag-7) qui investiraient plus de 600 000 milliards de dollars américains en capitaux dans l'IA et les centres de données. Si on fait abstraction de ces sociétés, et notamment de leur valeur et de leurs investissements démesurés, les perspectives pour l'investissement commercial aux États-Unis semblent plus modérées.

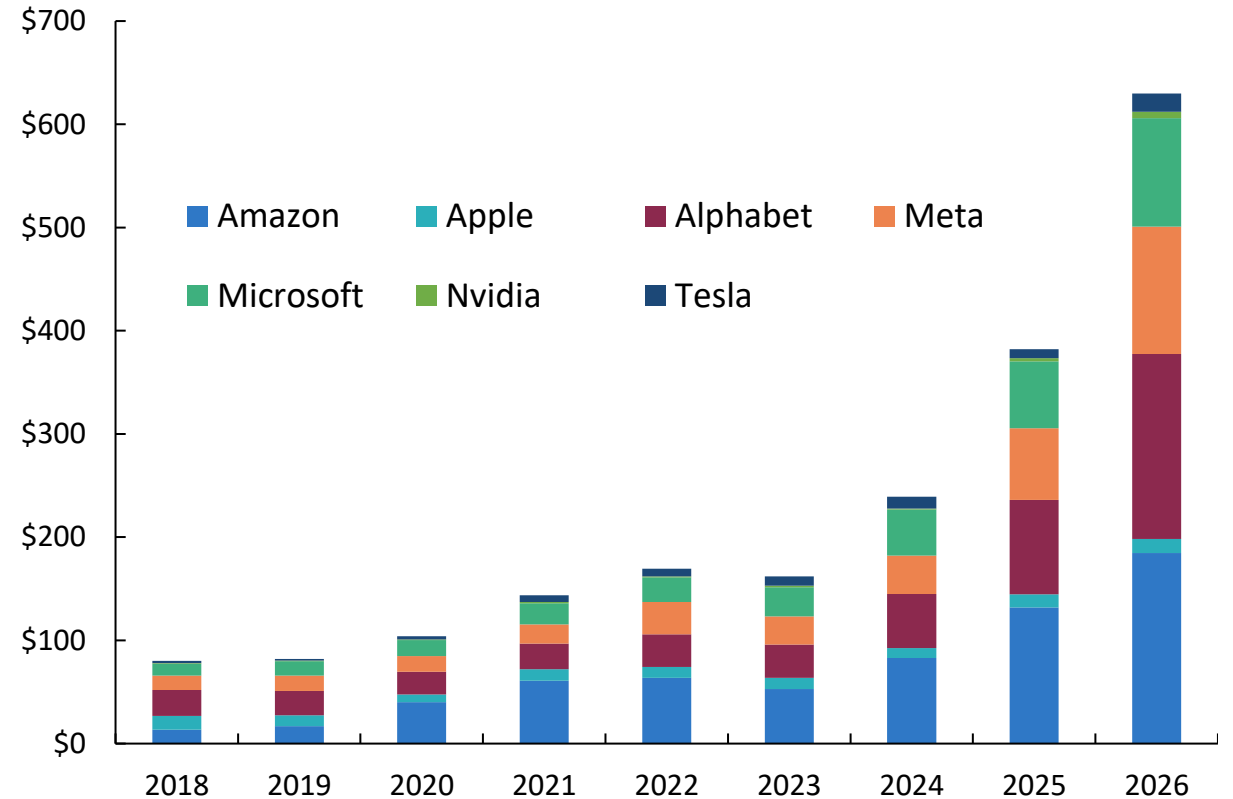
Le groupe des sept grandes entreprises (Mag-7) contribue à environ 35 % des rendements chez les sociétés du S&P 500

en milliers de milliards d'USD



Les dépenses en capital du groupe des sept (Mag-7) dépasseraient les 600 milliards de dollars en 2026

en G USD



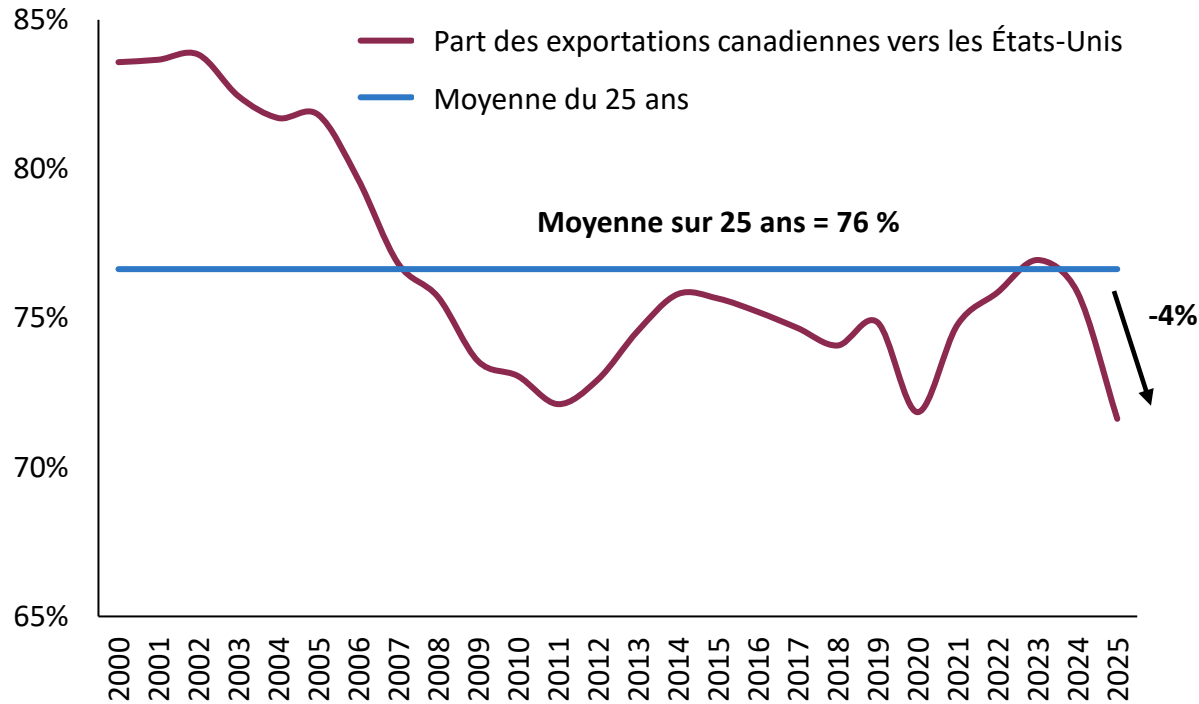
Source : Bloomberg

Nota – Les estimations de 2026 sont fondées sur le consensus des analystes. Le terme MAG-7 désigne le groupe de sept grandes entreprises technologiques à l'origine d'une grande part de la croissance sur les marchés boursiers au cours de la dernière décennie.

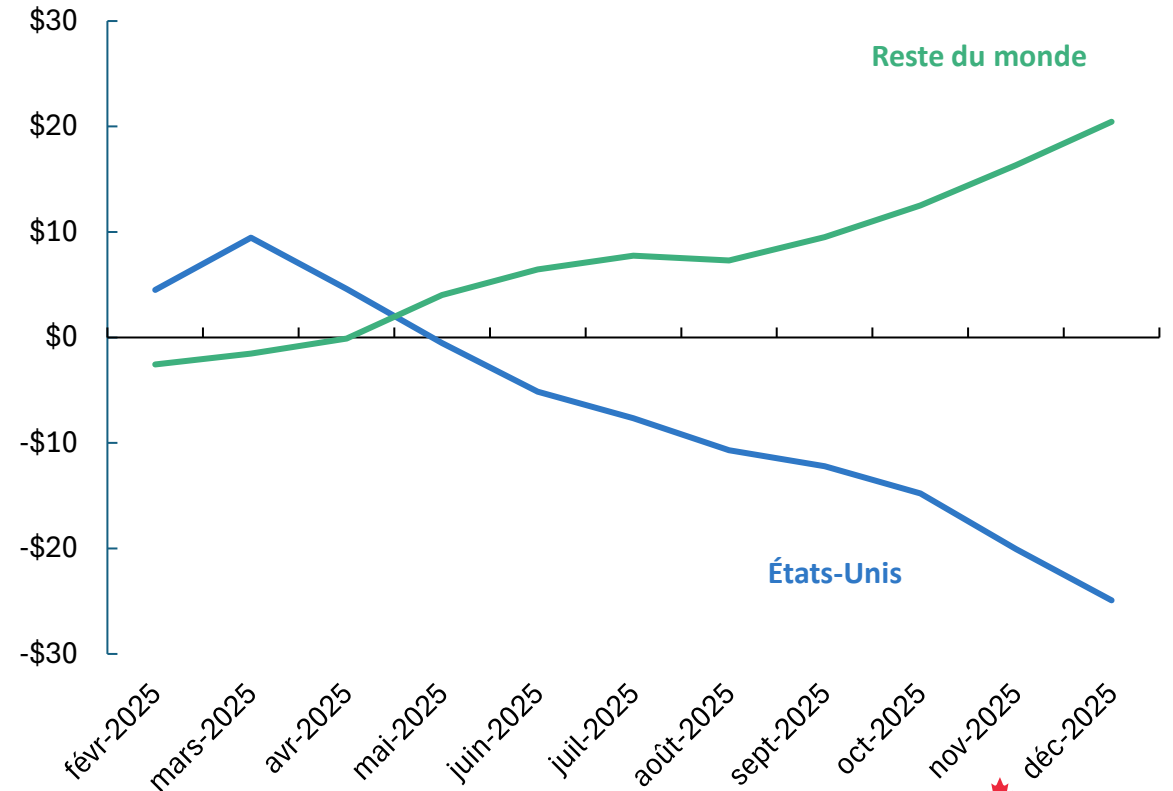
Le Jour de la libération et les tarifs : un an plus tard

La relation commerciale entre le Canada et les États-Unis se transforme. Même si la part des exportations de biens à destination du marché américain a été soumise à la volatilité au cours de ce siècle, les changements à la politique commerciale des États-Unis ont durement éprouvé les exportateurs canadiens. Après l'imposition de tarifs s'appliquant aux biens traversant la frontière en début d'année, cette part a diminué en 2025. Dans l'ensemble, la part des exportations de biens à destination du marché américain est passée de 76 % en 2024 à 72 % en 2025. Parallèlement, la valeur des exportations vers le reste du monde a augmenté.

Part des exportations de biens du Canada vers les États-Unis en pourcentage



Évolution des exportations canadiennes : cumul annuel G CAD, hors pétrole

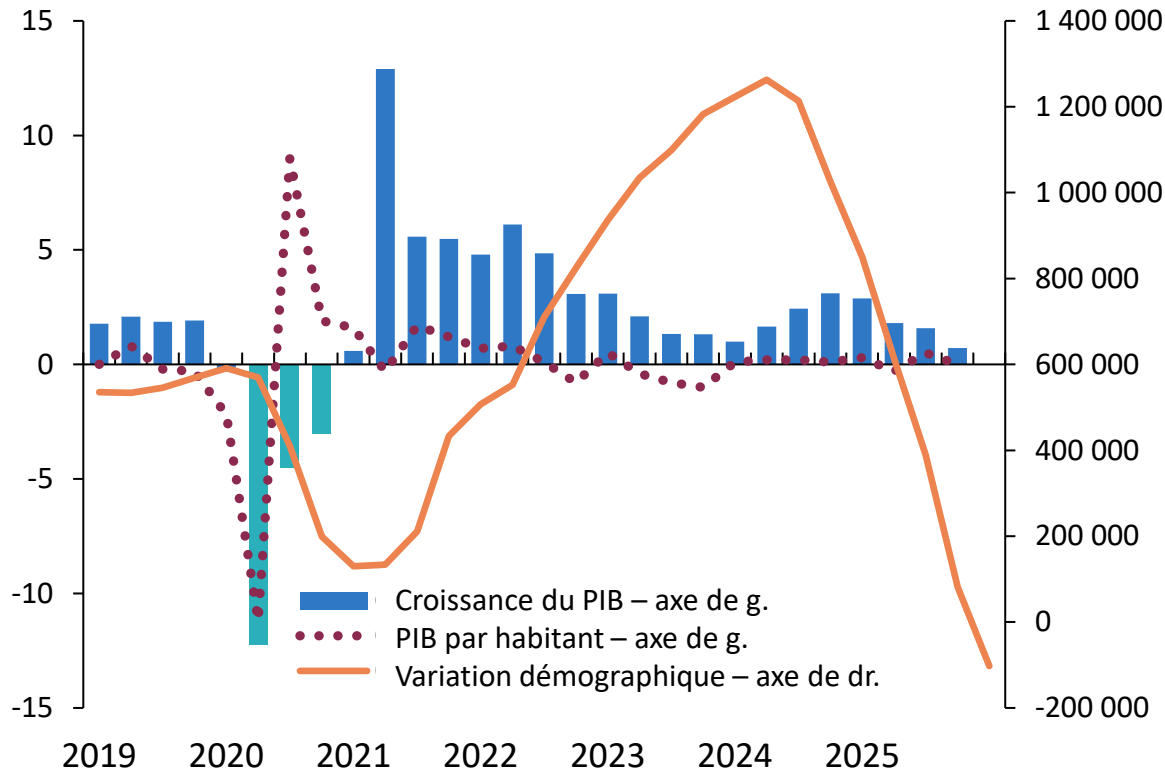


Les consommateurs canadiens jouent la carte de la prudence

La croissance démographique du Canada a enregistré sa première contraction en 2025, situation qui a supprimé une source essentielle de la croissance après la pandémie. Ce repli, de pair avec l'incertitude économique persistante et les tensions à rembourser les dettes, incite encore plus les consommateurs canadiens à la prudence. Ce faisant, les ménages continuent d'épargner davantage et de dépenser moins, et se montrent plus prudents que les consommateurs américains face à des conditions financières plus strictes et à une sensibilité accrue aux taux d'intérêt.

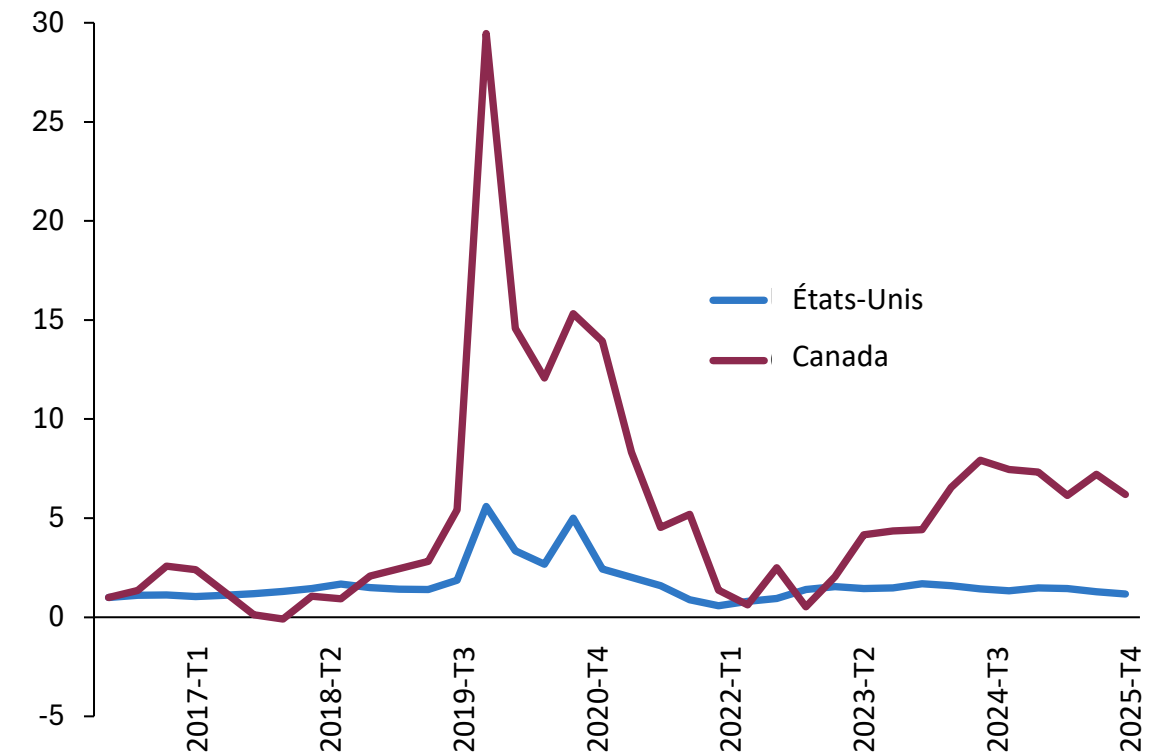
Canada : la croissance fléchit

Taux de croissance, en glissement annuel (%)



Épargne des ménages au Canada et aux États-Unis

Valeur indexée à 2017=100

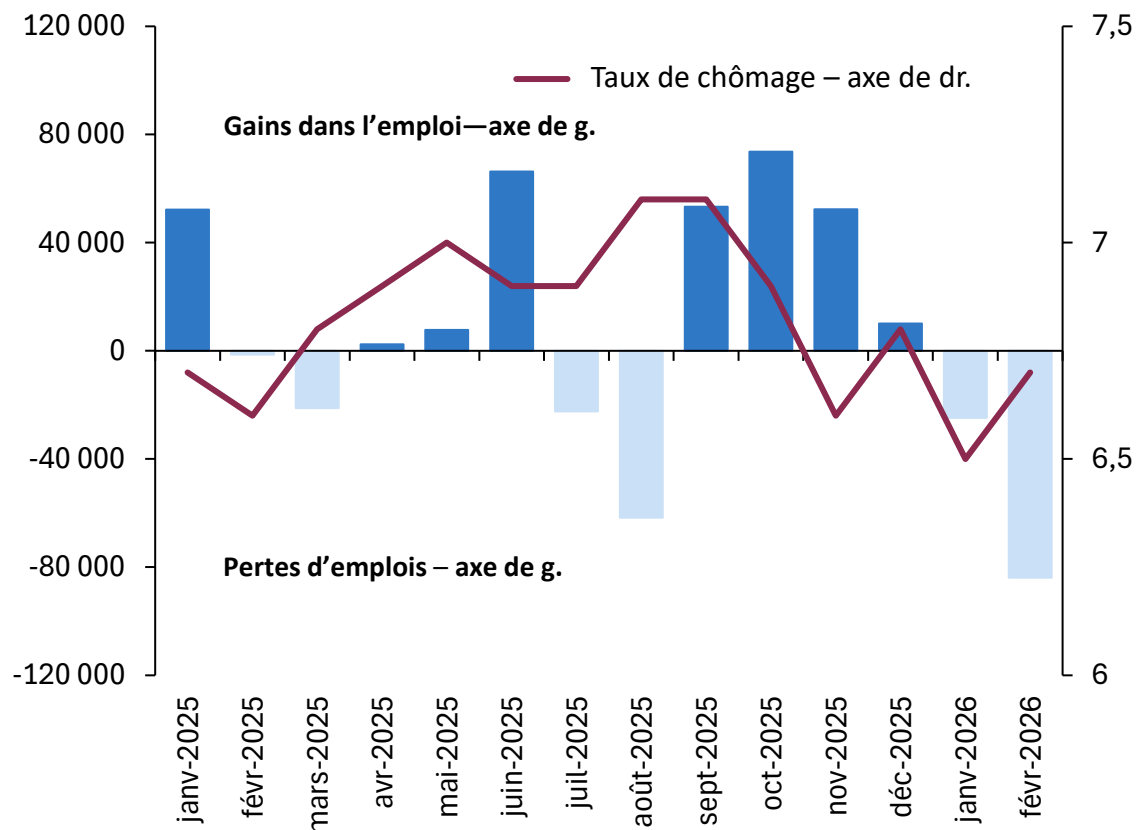


Les fragilités du marché de l'emploi incitent à la prudence

Au Canada, le marché du travail canadien affiche de nets signes de repli. L'élan de l'activité d'embauche s'essouffle et le chômage augmente. La croissance de l'emploi, robuste au 2S2025, est devenue négative au début de 2026, le tassement de la demande et l'incertitude incitant à réduire les effectifs. L'embauche moins tonique et les tensions tarifaires sur certains secteurs sont surtout à l'origine du repli. La participation à la main-d'œuvre, plus lente mais en progression, a pesé sur le chômage dans un contexte où plus de personnes sont en concurrence pour moins d'offres d'emploi.

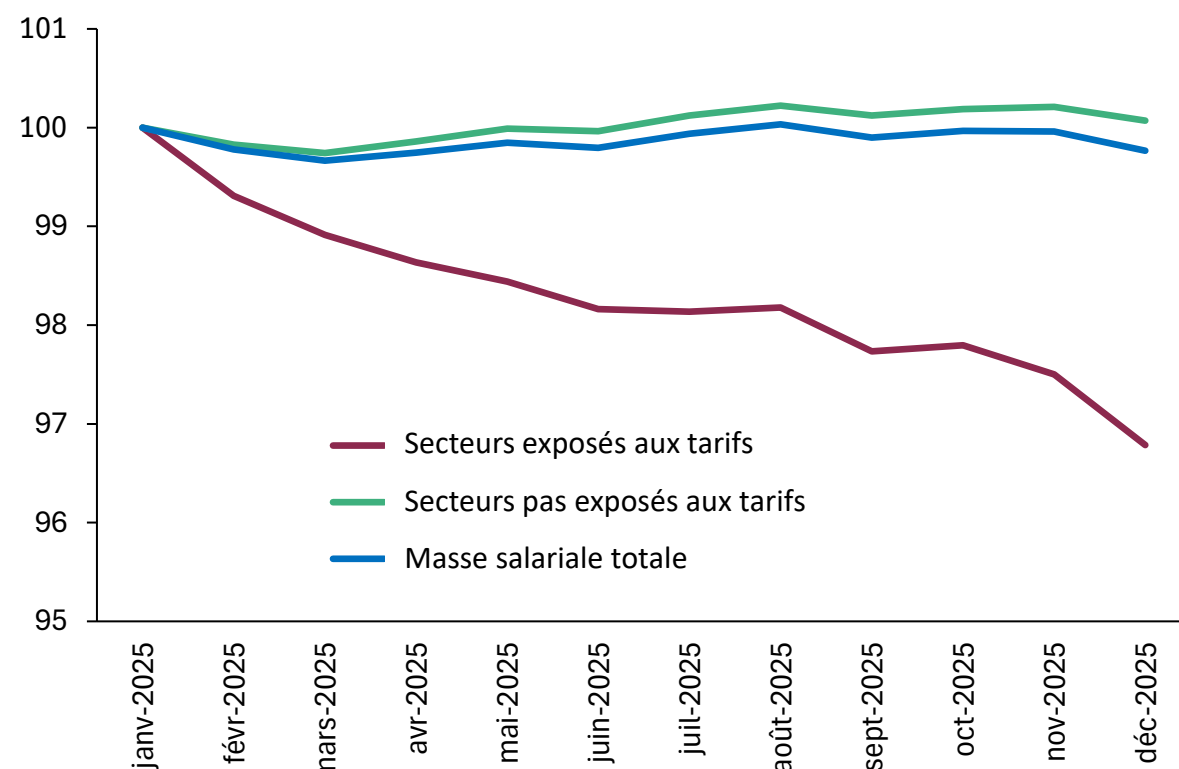
Canada : le marché de l'emploi sous tension

Axe de g. : emploi, personnes en milliers, 15 ans et plus, dés.; axe de dr. : %



La masse salariale du Canada mise à mal par les tarifs

janv. 2025=100

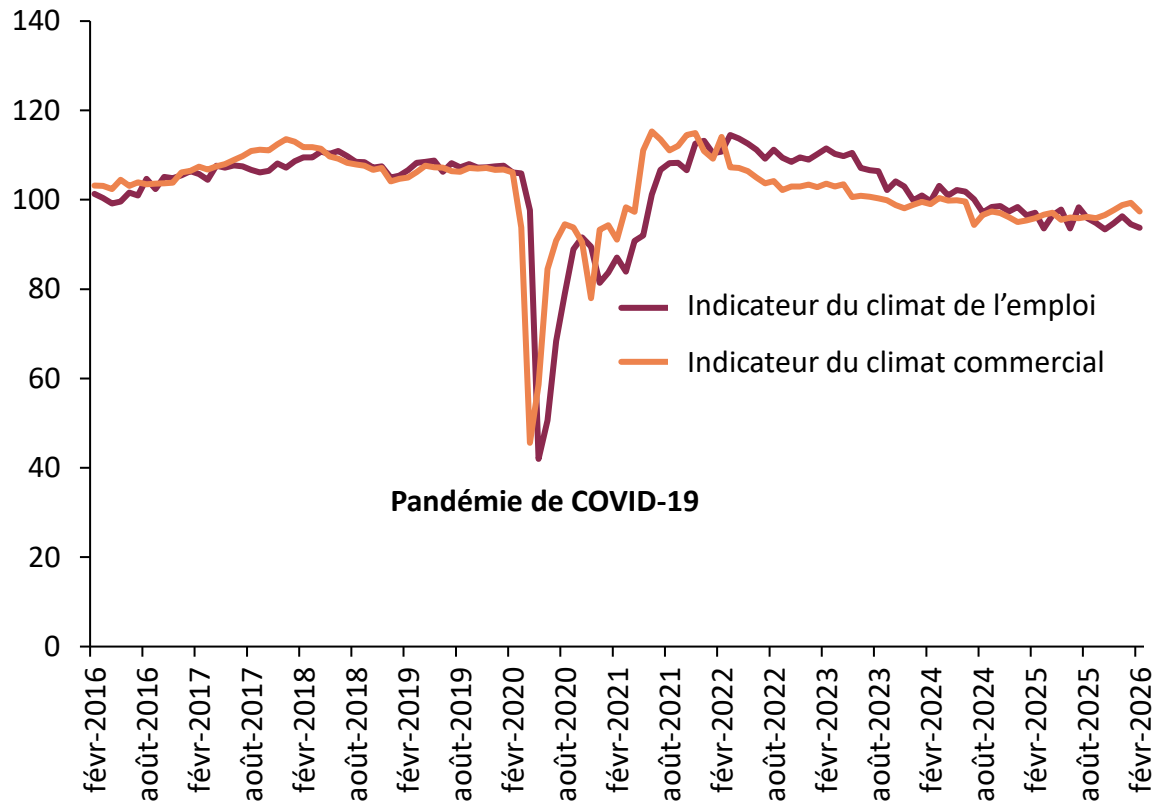


Europe : montée des tensions intérieures et des risques extérieurs

L'Europe reste aux prises avec des difficultés intérieures. De fait, l'instabilité dans l'arène politique émousse la confiance des entreprises en France, avec en toile de fond une dynamique inégale à l'échelle régionale. En Allemagne, le sursaut des commandes de biens d'équipement au pays révèle une tentative de stabiliser les investissements alors que la croissance demeure fragile. Ces tensions surviennent alors que le conflit au Moyen-Orient amplifie les risques auxquels est exposée cette région très dépendante des importations d'énergie. De ce fait, l'Europe est plus exposée aux chocs externes, aux risques d'inflation et aux tensions baissières.

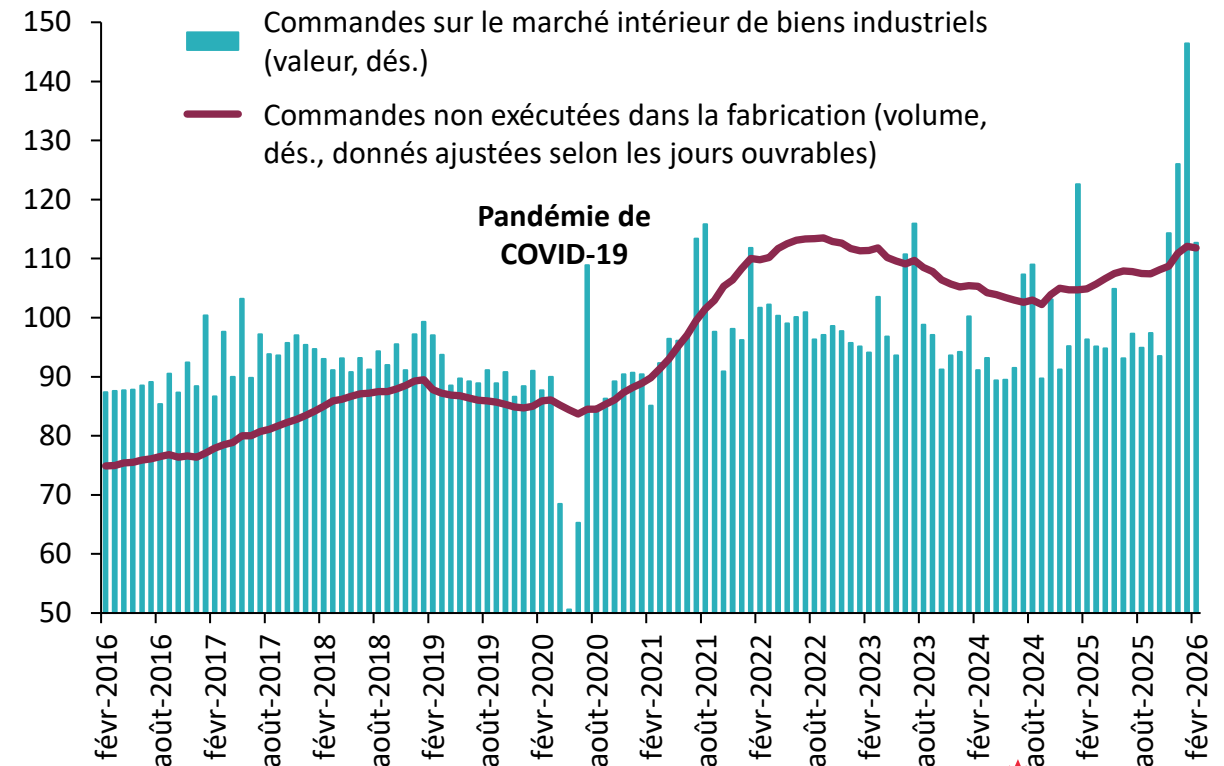
La France subit toujours l'incertitude liée aux politiques

Confiance des entreprises (2021=100), non dés.



Allemagne : reprise des commandes intérieures de biens industriels

2021=100

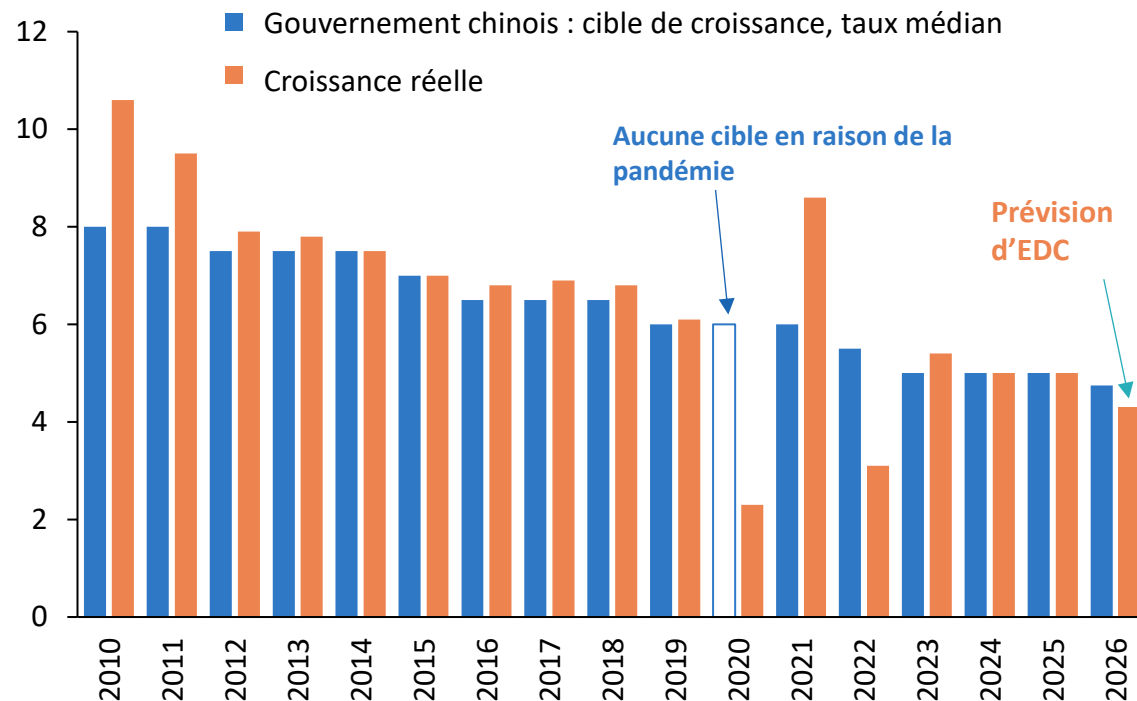


Déconvenues de l'économie intérieure : la Chine reste tributaire des exportations

En Chine, la croissance sur le marché intérieur continue de se modérer, comme le révèle l'objectif de croissance officiel plus modeste du gouvernement. Au pays, la demande intérieure reste en berne, pénalisée par la crise prolongée du marché immobilier qui voile les perspectives pour les ménages. De ce fait, la croissance est de plus en plus portée par la demande extérieure, et ces efforts portent encore leurs fruits. Pour preuve, la Chine enregistre un excédent commercial de mille milliards d'USD, et ce, malgré le recul des exportations vers les États-Unis. L'essor des exportations sur d'autres marchés reste positif, ce qui est révélateur de changement de la dynamique commerciale, sur fond de tensions persistantes sur ce front avec les autorités étatsuniennes.

Le Chine continue d'abaisser son objectif de croissance du PIB

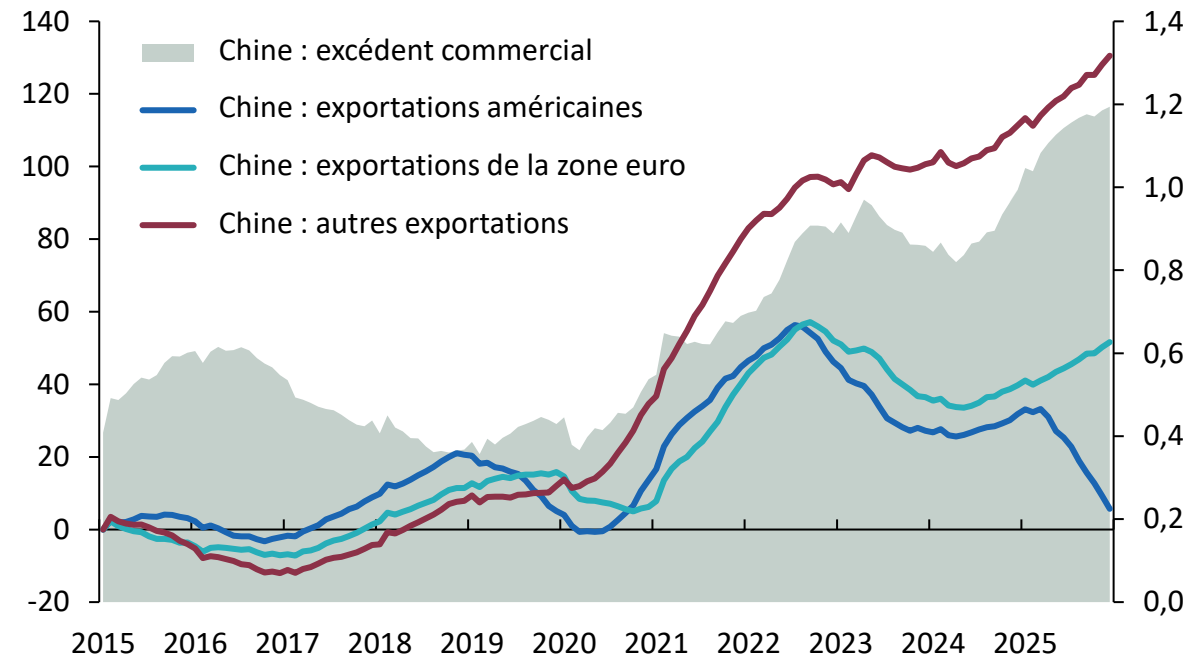
Croissance du PIB, écart annuel (en %)



Chine : les exportations hors É.-U. continuent d'augmenter

Axe de g.: exportations de biens, croissance cumulée depuis 2015, en %

Axe de dr.: excédent commercial, en milliers de G USD



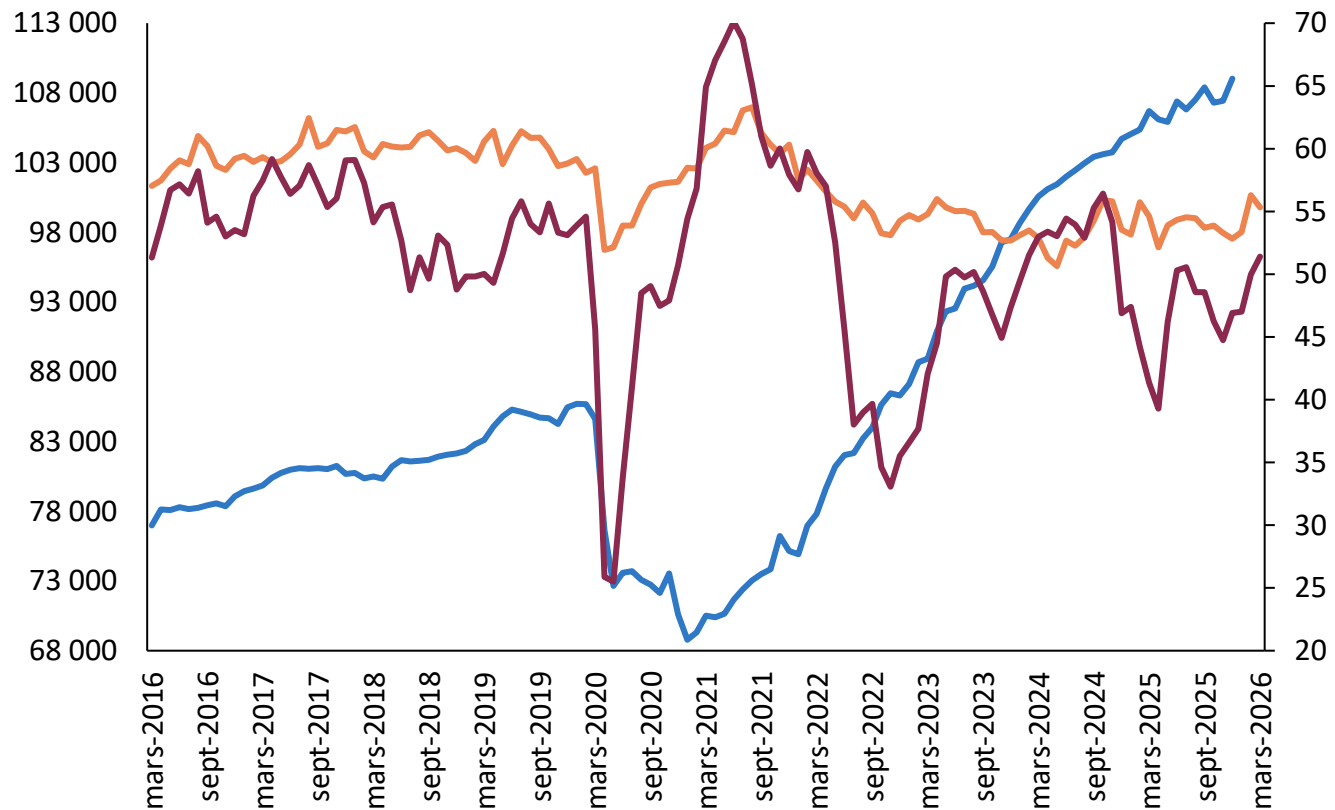
PERSPECTIVES PAR PAYS



Canada : les finances de ménages sous tension

axe de gauche : M CAD; axe de droite : indice

- Prêts par cartes de crédit – axe de g.
- Indice du carnet du consommateur(CPI) – axe de dr.
- Indice des attentes du consommateur (CEI) – axe de dr.



L'économie canadienne se voit accoler des perspectives moins favorables.

L'imposition de droits de douane et la montée des cours de l'énergie, causée par le conflit avec l'Iran, pourraient brider la croissance et augmenter l'inflation.

L'incertitude planant sur la révision de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) est source d'incertitude pour les entreprises. La croissance du produit intérieur brut (PIB) du Canada se ralentirait à 1,3 % en 2026, contre 1,7 % l'an dernier.

En début d'année, les ménages ont été confrontés à un marché de l'emploi moins dynamique, les pertes d'emplois s'élevant à 109 000 en janvier et février. La part des personnes actives continue de baisser, ce qui est révélateur des capacités excédentaires du marché de l'emploi. Les ménages restent très endettés et sont plus nombreux à recourir aux cartes de crédit et aux emprunts pour des dépenses quotidiennes. Le paiement des intérêts ponctionne 8,6 % du revenu, soit deux points de pourcentage de plus qu'à la fin de 2021.

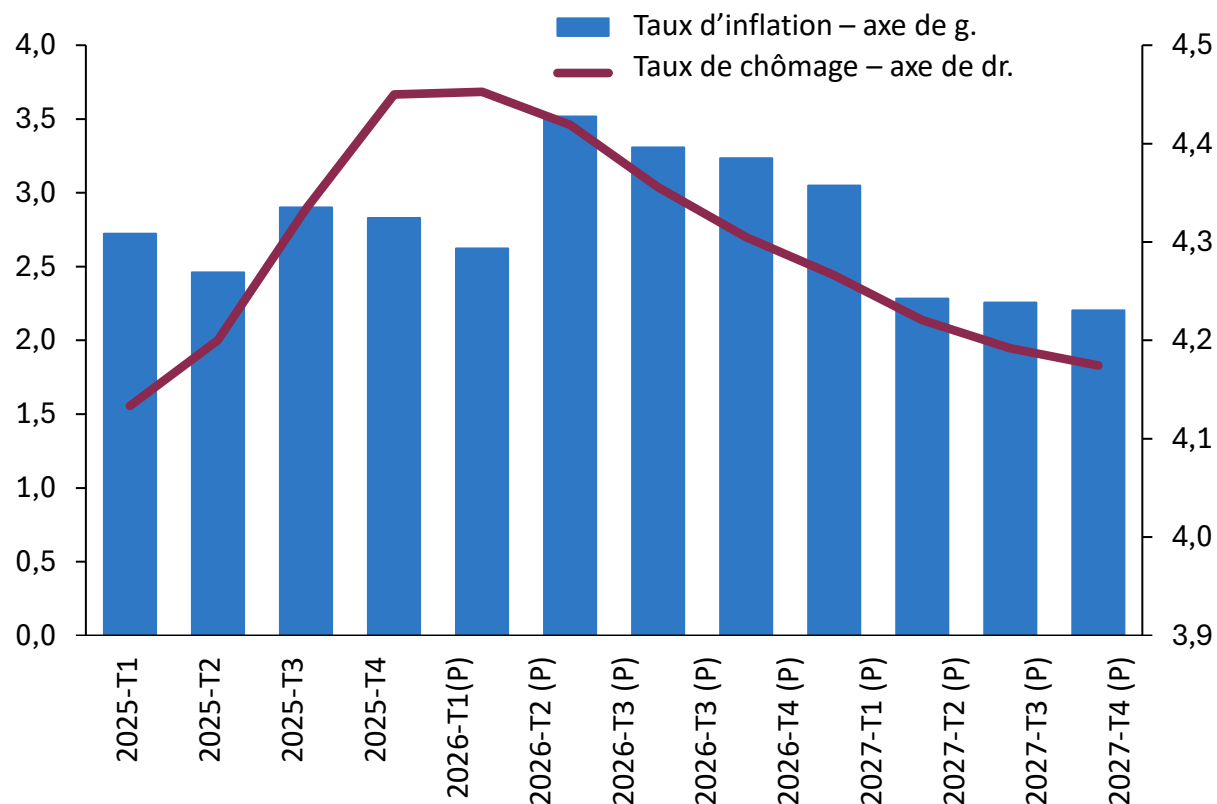
Les droits de douane pèseraient sur les exportations cette année, notamment ceux visant l'acier et l'aluminium, l'automobile, le cuivre et la foresterie. On constate au début de 2026 une baisse des tensions avec la Chine, qui maintient néanmoins ses tarifs de 15 % sur le canola et de 25 % sur le porc en provenance du Canada.

Les perspectives s'éclaircissent l'an prochain. Plusieurs grands projets dans les secteurs de l'énergie et les ressources devraient aller de l'avant, ce qui stimulera l'investissement commercial est la création d'emploi. La croissance tonique de l'emploi soutiendrait les dépenses des ménages. La croissance du PIB atteindrait 2,1 % en 2027 alors que les dépenses d'investissement gagnent l'économie.



Perspectives pour l'économie américaine : la Fed maintient ses taux inchangés face aux risques inflationnistes

Pourcentage



L'économie étatsunienne doit surmonter de nouveaux écueils en raison du conflit au Moyen-Orient. Les prix de l'essence ont passé le cap des 4 dollars le gallon dans plusieurs États (contre une moyenne nationale d'environ 3 dollars avant le début des hostilités) et cette situation grève le budget des ménages, avec en toile de fond le repli du marché de l'emploi. Les prix du diesel, carburant vital au fret des marchandises, sont aussi en moyenne supérieurs à 5 dollars le gallon.

Malgré la résilience du consommateur, des signes de tensions financières se font jour. L'activité boursière se modérant et l'embauche marquant le pas, les ménages les mieux nantis ayant soutenu les dépenses pourraient tempérer leur élan; la flambée d'inflation liée au conflit pourrait aussi effriter leur pouvoir d'achat.

La filière technologie accapare le gros de l'investissement des entreprises (en particulier les centres de données, les infrastructures connexes et l'IA). Par ailleurs, l'investissement non résidentiel, qui a chuté en 2025, resterait en berne.

L'inflation, qui tendait vers l'objectif de 2 % de la Réserve fédérale, pourrait s'accélérer et dépasser la fourchette supérieure de 3 % de la Fed, à mesure que s'accroissent les tensions sur les cours mondiaux engendrées par le conflit. Selon notre scénario de référence, la Fed pourrait garder les taux inchangés pendant la majeure partie de l'année.

L'inflation tenace, le repli du marché de l'emploi et le resserrement modéré des conditions financières devraient freiner la croissance. Le PIB devrait se fixer en moyenne à environ 2,3 % en 2026-2027, soit à peu près au même niveau que l'an dernier.

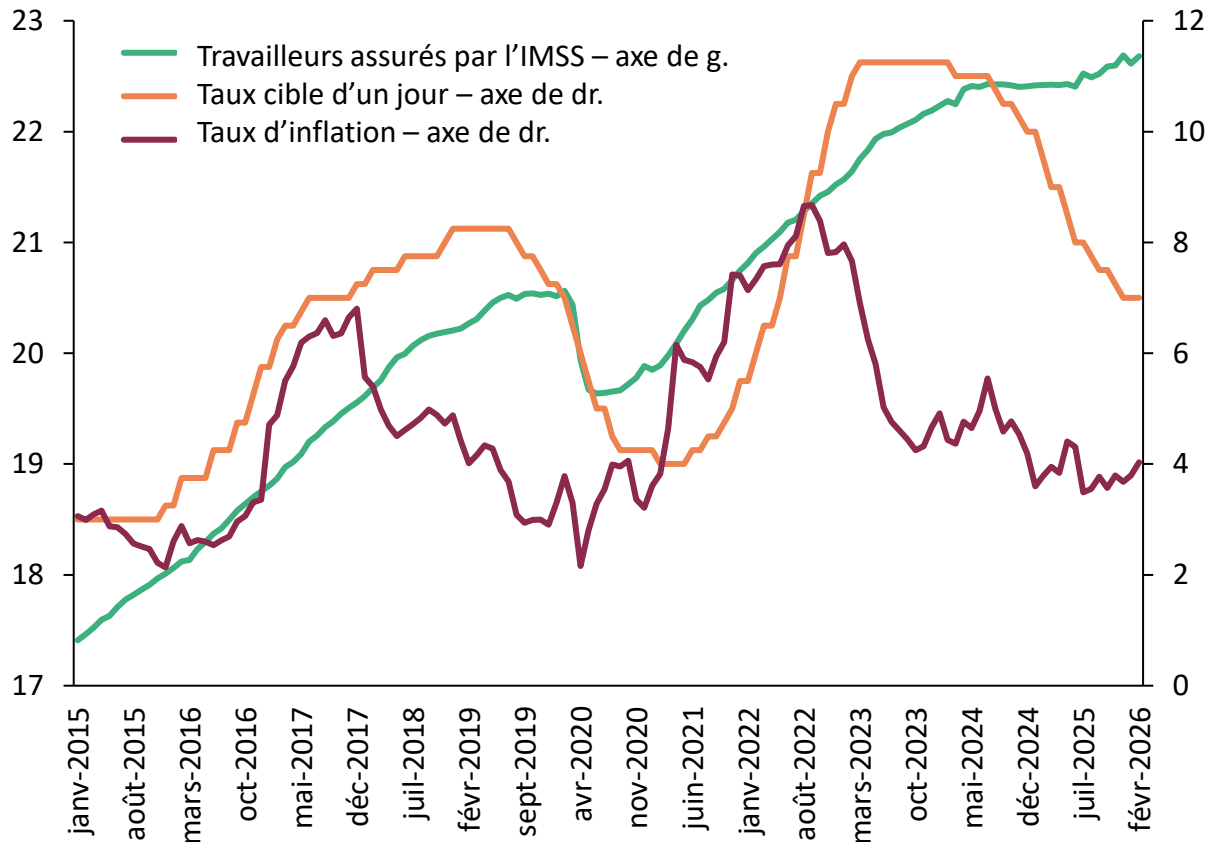
Mexique

Prince Owusu, économiste principal



Le marché du travail tient bon grâce à des taux d'inflation et d'intérêt s'orientant à la baisse

Axe de gauche : nombre de personnes; axe de droite : pourcentage



Les perspectives pour l'économie mexicaine s'embelliront en 2026. L'élan de la fin 2025 a amélioré les perspectives. Le PIB réel gagnerait 1,7 %, contre 0,8 % l'an dernier.

Les dépenses des consommateurs, des entreprises et des administrations publiques ont été dynamiques en fin d'année et procurent une solide assise pour 2026. Le taux directeur est passé de 11,25 % à 7 % à la mi-mars, soit inférieur au niveau d'avant la pandémie. La hausse des salaires réels minimaux offre un soutien aux dépenses des ménages, et une nouvelle loi sur le travail intègre davantage de travailleurs informels – ceux qui ne sont pas couverts par les lois et protections sociales – au système de sécurité sociale du Mexique. La guerre en Iran pourrait faire grimper l'inflation. Malgré tout, les dépenses de consommation devraient rester positives cette année.

Le moral des entreprises prend aussi du mieux, tout comme l'utilisation des capacités et la production industrielle. Les gains sont graduels et pourraient ne pas se traduire par une hausse sensible de l'investissement à court terme. Néanmoins, la hausse constatée depuis les creux récents est un signe positif, après que la confiance a été émoussée par les préoccupations liées à gouvernance et l'état de droit.

L'inflation a atteint 4 % en février; elle était de 3,5 % au 2S2025. Au vu de la guerre en Iran et la montée des cours du brut, les risques inflationnistes augmentent, ce qui pourrait inciter la Banque du Mexique (Banxico) à maintenir les taux inchangés plus longtemps. Le conflit a affaibli le peso, alors que les investisseurs réfractaires au risque se tournent vers les actifs refuges américains. Après une belle remontée, au lendemain de l'annonce du président américain Donald Trump du « Jour de la libération » concernant les tarifs, le peso devrait se stabiliser cette année et se contracter en 2027 en raison d'une conjoncture intérieure faible, des préoccupations en matière de gouvernance et de l'incertitude commerciale. La monnaie devrait se déprécier et passer de 18 pesos mexicains (1 USD) à 19 pesos l'an prochain.

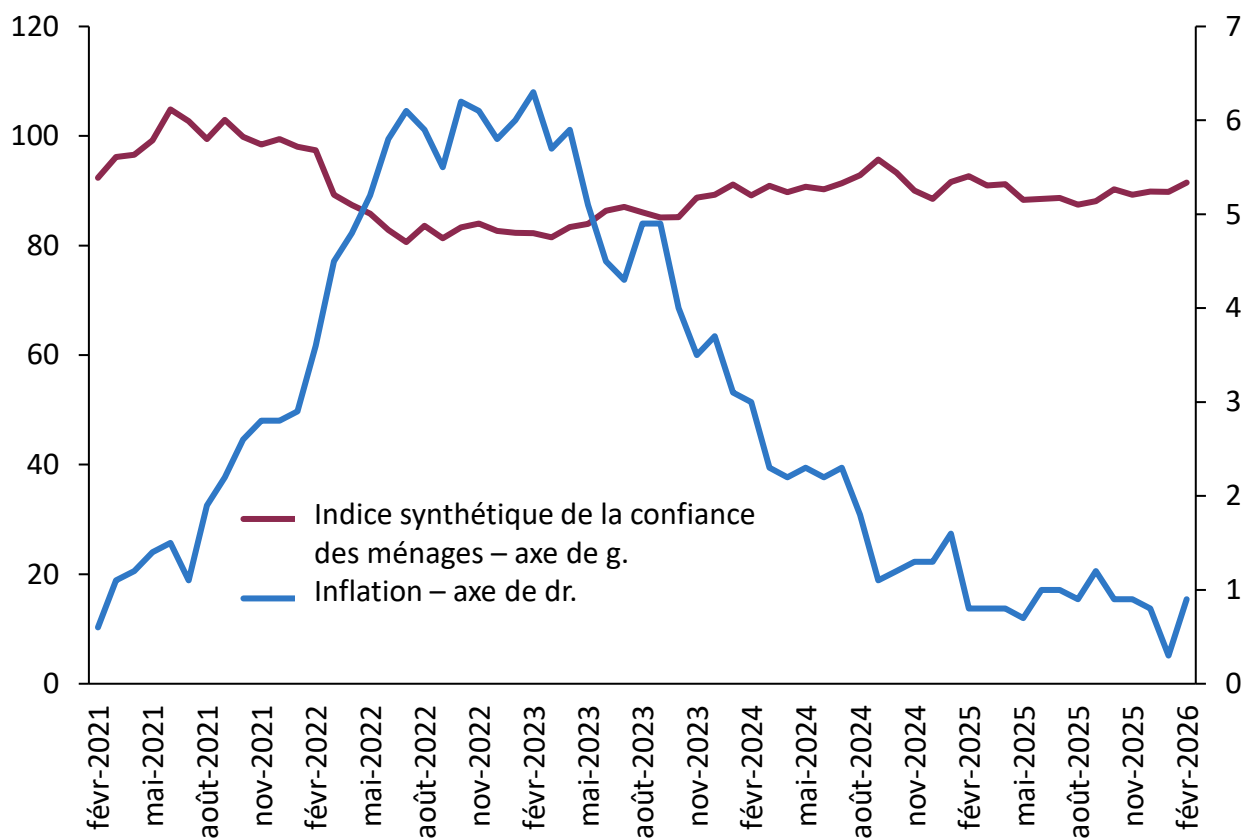
Le PIB réel devrait croître de 2 % en 2027, les conditions commerciales s'améliorant et les grands projets gouvernementaux arrivant à l'étape de la construction.



Premiers signes du redressement de la confiance des ménages

Axe de gauche : données désaisonnalisées, moyenne à long terme = 100,

Axe de droite : écart en pourcentage, en rythme annuel



L'économie de l'Hexagone a terminé 2025 sur une note moins favorable, après le bel élan du troisième trimestre. Le PIB réel a augmenté de 0,2 % en rythme trimestriel au T4, contre 0,5 % au T3. L'activité commerciale a continué d'étayer la croissance, mais l'impulsion imprimée par les exportations s'est atténuée avec le repli de la filière aéronautique. La croissance du PIB a atteint 0,9 % l'an dernier. La croissance resterait modérée à 0,9 % en 2026, puis bondirait à 1,1 % en 2027 et à 1,3 % en 2028, à la faveur d'une grande clarté dans la sphère politique intérieure et la relance progressive de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises.

Les ménages restent prudents malgré des signes précurseurs d'amélioration. L'indice de confiance des consommateurs a atteint 91 en février, un pic depuis avril 2025, mais reste bien inférieur à sa moyenne à long terme. Les ménages sont moins pessimistes à propos de leurs finances et leur niveau de vie : le taux d'épargne a atteint 17,9 % au 4T2025, contre 18,3 % au 3T2025. Les taux d'intérêt plus bas, une faible inflation de 1 % (a/a) en février, ont soutenu cette éclaircie.

L'indice de confiance commerciale a de nouveau glissé, tombant à 97 en février, un creux depuis octobre 2025. L'indice a aussi diminué dans la fabrication à 102 (-3 points); la fabrication d'autres équipements de transport reste encore élevée, à 117. L'investissement privé devrait se redresser peu à peu, à la faveur de taux d'intérêt plus bas, mais l'incertitude politique et le resserrement budgétaire restent des facteurs de risque prépondérants.

Les dépenses de défense donneront un coup d'accélérateur à la croissance, avec à la clé un budget porté à 64 milliards d'euros (environ 102 G CAD) d'ici 2027, trois ans plus tôt que prévu, ce qui devrait ajouter 0,2 point de pourcentage à la croissance du PIB en 2026. Le plan de relance de l'Allemagne devrait stimuler la croissance française de 0,16 point de pourcentage en 2026 et 2027.

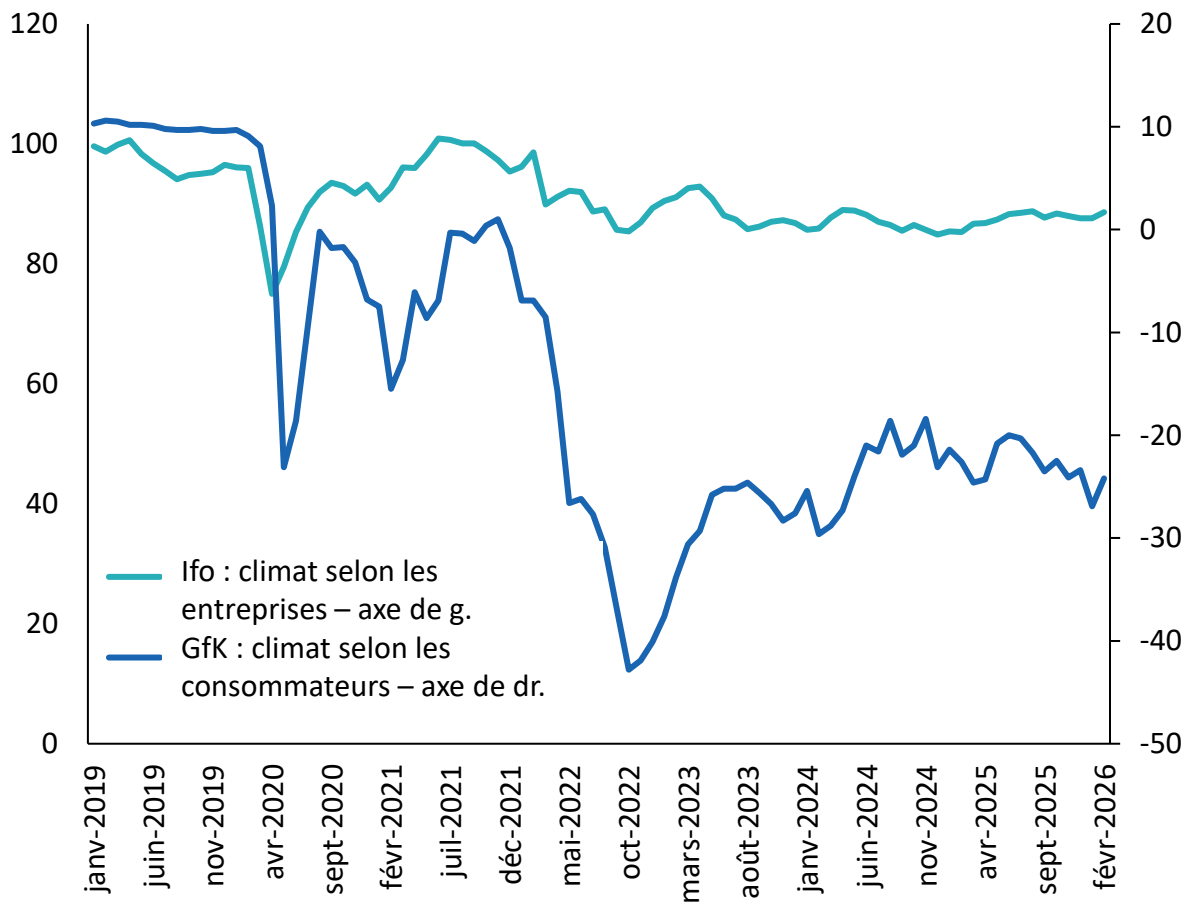
Allemagne

Sasan Fouladirad, analyste des risques pays



Les entreprises plus optimistes, mais les ménages restent prudents

Axe de g.: climat (entreprises), valeur indexée à 2015=100, axe de dr. : %



Malgré de nets signes d'amélioration, l'économie allemande connaît un regain modeste.

De fait, le PIB réel a gagné 0,3 % en glissement trimestriel au 4T2025 suivant le passage à vide du 3T2025, ce qui a porté la croissance de 2025 à 0,2 % après des contractions de 0,5 % en 2024 et de 0,9 % en 2023. En 2026, nous tablons sur un essor du PIB réel de 0,7 % en 2026 et de 1,6 % en 2027.

Les indicateurs de l'activité des entreprises ont pris du mieux depuis la mi-2025. Les commandes dans la fabrication sont en hausse, l'indice des nouvelles commandes atteignant 100 en décembre 2025 contre 92,9, surtout en raison d'importantes commandes du secteur public pour la défense. La confiance commerciale prend du mieux. En effet, l'indice du climat des affaires Ifo a grimpé à 88,6 en février grâce à l'amélioration des conditions actuelles et des attentes. Les indices PMI se redressés : l'indice composite s'est hissé à 53,1 en février et l'indice du secteur de la fabrication est de nouveau en expansion à 50,7. Ce résultat laisse croire à une réduction de l'écart de longue date entre les services résilients et la filière peu vigoureuse de la fabrication.

Cependant, la bonification du contexte commercial ne s'est pas encore traduite par une plus grande fermeté de la demande des ménages, qui restent prudents après des années de stagnation de l'activité, malgré la hausse des revenus. Le consommateur reste morose : l'indice du climat des consommateurs GfK est tombé à -24,7 en mars, contre -24,2 auparavant. Ce résultat indique que les ménages sont toujours réticents à dépenser et plus enclins à épargner les gains de revenus.

La conjoncture extérieure voile encore les perspectives, en particulier pour la fabrication allemande exposée au commerce extérieur. Les entreprises chinoises se développent avec force dans des segments de fabrication de pointe (VÉ, batteries, machinerie des technos propres), ce qui bouscule les producteurs allemands. En raison de la demande extérieure en berne et la concurrence grandissante, les exportations nettes devraient entamer la croissance en 2026.

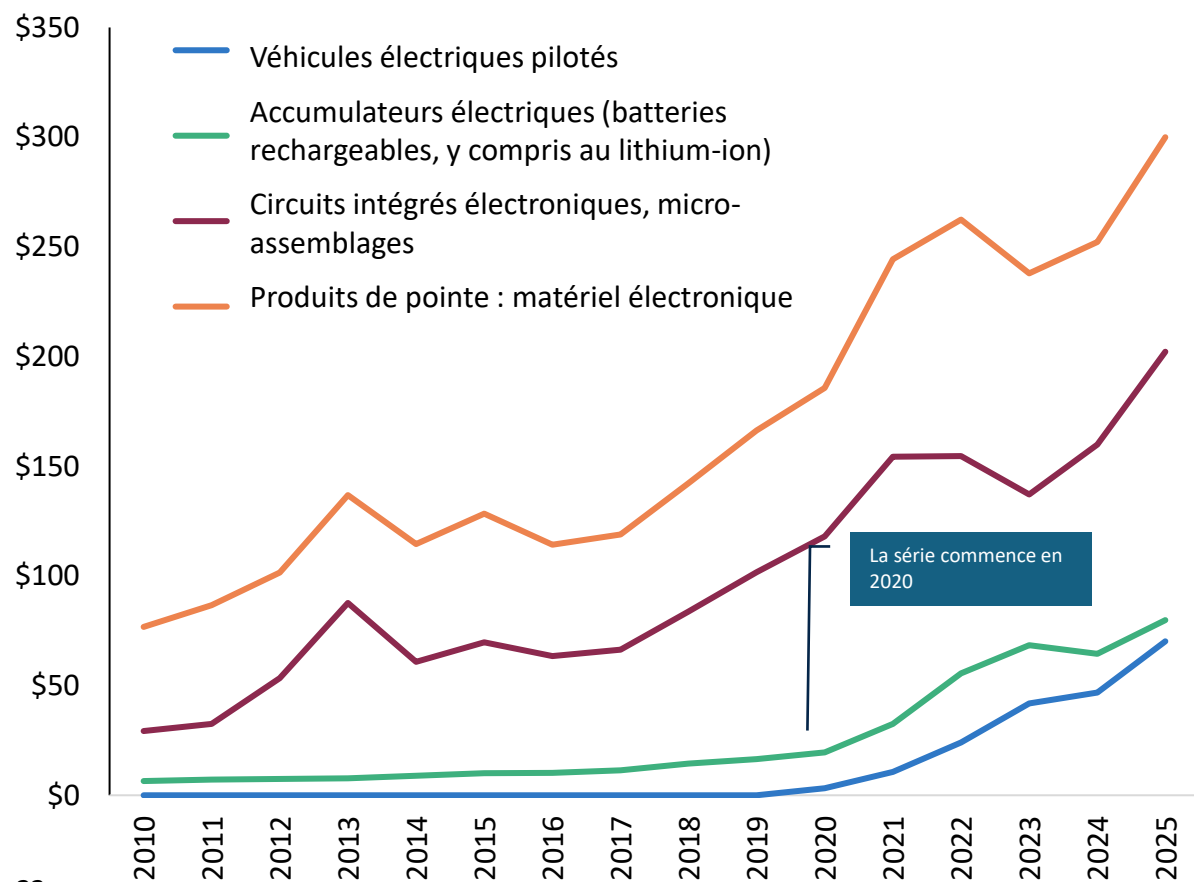
Chine



Susanna Campagna, première conseillère et analyste des risques pays

Les biens des technos de pointe et à valeur ajoutée dominant le bouquet des exportations de la Chine

Valeur des exportations, flux, dés., en G USD



La Chine vise une croissance de 4,5 % à 5 % pour 2026, ce qui lui procure une plus grande flexibilité sur le plan des politiques pour faire face à l'incertitude commerciale et aux turbulences géopolitiques à l'échelle du globe. L'économie a terminé 2025 avec un excédent inédit 1 200 G USD pour le commerce des biens. Ces efforts de diversification portent fruit et sont révélateurs d'un virage continu (illustré dans le graphique ci-dessous) vers des exportations de plus grande valeur, en particulier dans les technologies et la fabrication de pointe. Le choc actuel des cours de l'or noir bridera quelque peu l'élan à court terme, mais les importantes réserves stratégiques de pétrole du pays et son bouquet énergétique diversifié aideraient à en atténuer les contrecoups dans un horizon immédiat. La croissance du PIB s'élèvera à 4,6 % en 2026, puis à 4,5 % en 2027.

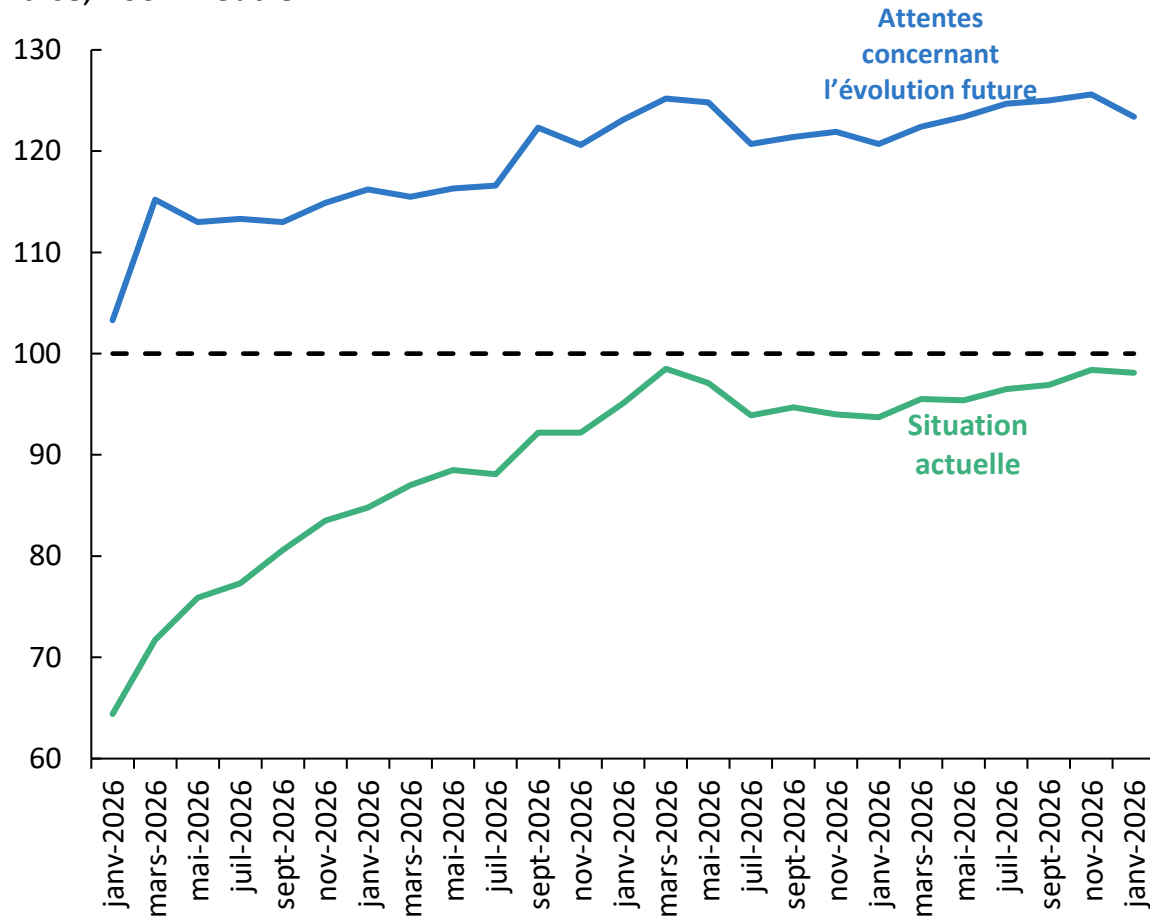
La crise de l'immobilier, les tensions déflationnistes et la faible consommation intérieure devraient persister. Le gouvernement poursuivra sa campagne anti-involution pour contrer la surcapacité et la chute des prix, mais les progrès seront graduels. Cela étant, le pays continuera de beaucoup investir dans la fabrication et les technologies de pointe. Le 15e Plan quinquennal entend stimuler la consommation intérieure, sans préciser de cibles quantitatives explicites.

Nos prévisions s'accompagnent de risques d'amélioration (baisse de l'incertitude mondiale liée aux tarifs douaniers et aux pétroliers) et de dégradation plus marqués (tensions tarifaires persistantes, surtout sur les semi-conducteurs et les puces de pointe, effet de la crise du secteur immobilier sur le système financier, ainsi qu'une escalade des conflits géopolitiques ou de nouveaux tarifs ciblant les matières premières affectant les exportations chinoises).



La confiance du consommateur est stable et révélatrice d'une croissance soutenue de la consommation

Indice, 100 = neutre



L'Inde maintient sa vive croissance économique. Nos prévisions restent inchangées pour l'exercice à 7,6 %, et légèrement revues à la baisse à 6,6 % pour l'exercice 2027. Les nouvelles données réajustées du PIB montrent une variation mineure (par rapport à la série précédente) sans effet réel sur la croissance tendancielle, et une dynamique plus stable d'une année sur l'autre.

Au 3T de l'exercice 2026 (4T2025), la croissance du PIB s'est modérée d'un trimestre sur l'autre par rapport au 2T de l'exercice 2026. Le recul s'explique par le repli de l'investissement et de la consommation gouvernementale, alors la consommation privée reste vive. On note un apport positif des échanges nets, les importations se normalisant à partir d'une base élevée, et les exportations restant résilientes.

La croissance resterait tonique en 2027, portée par la fermeté de la demande intérieure et l'investissement public. La consommation resterait robuste, favorisée par la maîtrise de l'inflation et la confiance stable des consommateurs. Les dépenses publiques en capital dans le domaine des infrastructures annoncées dans le budget de 2027 continueront à éperonner l'activité. Le moral des investisseurs s'est amélioré – dans la foulée de l'annonce d'accords commerciaux avec des partenaires clés –, mais l'incertitude plane sur le rythme et la pérennité du regain de l'investissement privé. Les exportations resteraient résilientes, profitant de la vigueur des exportations de services et la baisse des tarifs américains sur les exportations de biens; les retombées générales des accords commerciaux devraient se manifester progressivement dans un horizon à moyen et à long termes.

La dépendance de l'Inde aux importations d'énergie – en particulier du Moyen-Orient – pose un risque de dégradation si les perturbations régionales persistent, sous la forme de cours de l'énergie plus élevés et d'une pénurie du côté de l'offre.

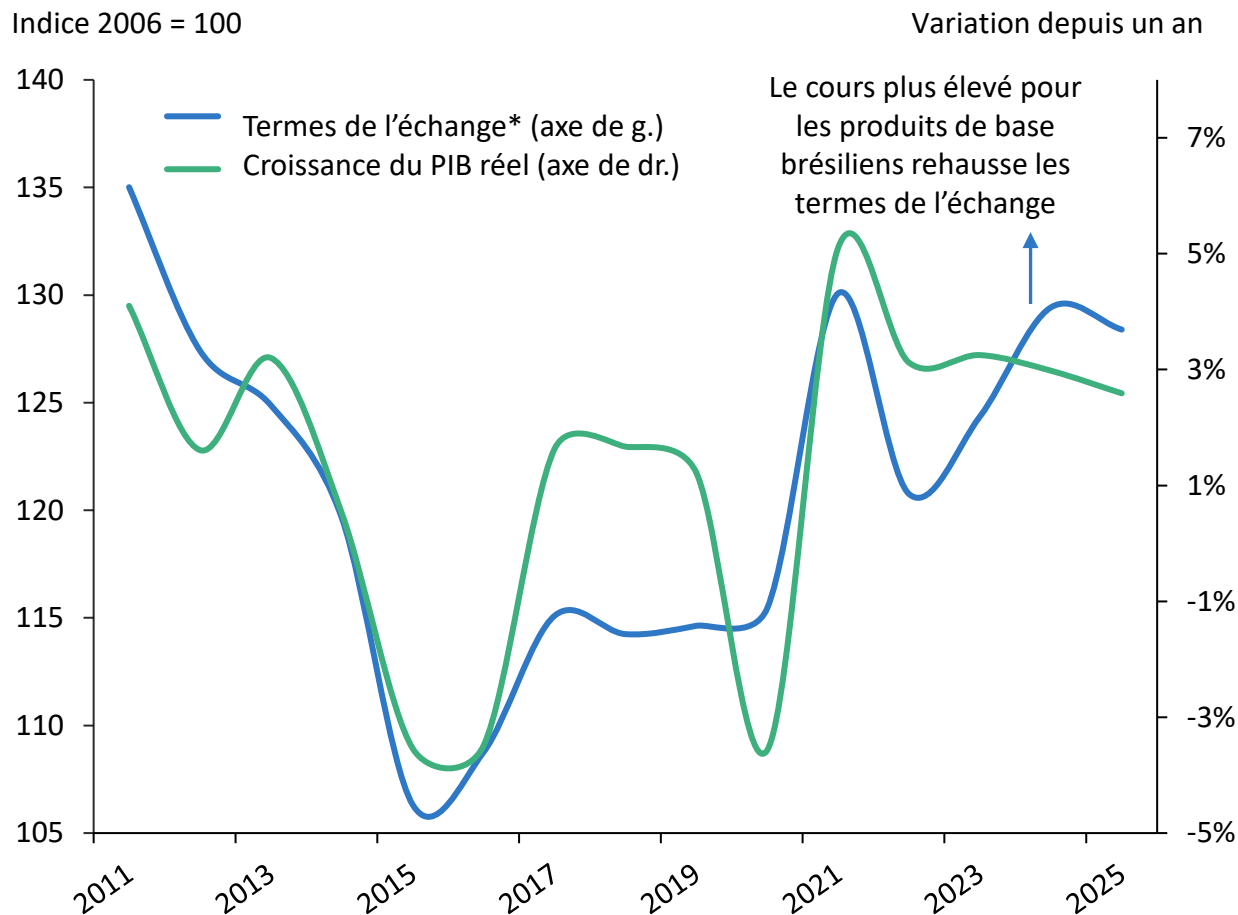
Brésil

Daniel Benatuil, analyste principal des risques pays



Les termes de l'échange favorables appuient la croissance mais augmentent le risque d'inflation

Indice 2006 = 100



L'économie brésilienne se stabiliserait, grâce à un essor de 1,9 % en 2026 et de 2 % en 2027. La modération de la croissance sera amortie par la résilience de la demande intérieure et extérieure, à la faveur d'une politique budgétaire accommodante et la perspective de baisses des taux. Le conflit au Moyen-Orient fait grimper le cours des matières premières et améliore les termes de l'échange. Toutefois, tout choc prolongé du côté de l'offre pourrait faire grimper l'inflation et engendrer des tensions sur les marchés des capitaux.

Le pays résiste aux chocs extérieurs vu son statut de grand exportateur et les perspectives reluisantes de son secteur des matières premières. La levée de tarifs américains, la vivacité de la croissance mondiale et les cours élevés des produits de base (surtout du pétrole) viendraient étayer la demande extérieure à court terme.

La stagnation à la fin 2025 est révélatrice d'une politique monétaire très restrictive pesant sur la demande intérieure. Le repli et la récente appréciation de la devise ont atténué les tensions inflationnistes et facilité le virage prévu par la banque centrale vers des conditions financières plus souples. Cependant, les baisses de taux seraient plus lentes que prévu, car les chocs touchant l'approvisionnement mondial en pétrole et en engrais pourraient raviver l'inflation et la volatilité des marchés.

La consommation profiterait d'un marché du travail très tendu, et de vastes mesures budgétaires et parabudgétaires. Les piliers de ce soutien : la nouvelle exemption d'impôt sur le revenu pour les gains allant jusqu'à cinq fois le salaire minimum et les généreux remboursements de dette publique ordonnés par les tribunaux, qui atténueraient la fragilité des bilans des ménages, et un léger repli du marché du travail. Les dépenses des administrations régionales et locales à l'approche des élections d'octobre 2026 stimuleront aussi la croissance.

Le risque budgétaire reste au cœur des perspectives du Brésil, au-delà des risques posés par le conflit au Moyen-Orient. Cette situation contribue à une inflation et des coûts d'emprunt structurellement élevés qui brident l'investissement et la croissance à long terme. Les élections générales pourraient être très polarisées, un contexte qui augmenterait l'incertitude politique.

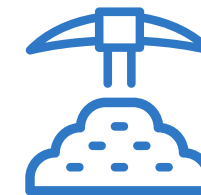
Sources : Ministère du développement, de l'industrie, du commerce et des services, Institut de géographie et de la statistique; Haver Analytics, Services économiques d'EDC

24 Nota – *: Les termes de l'échange indiquent la capacité concurrentielle relative d'un pays dans la sphère du commerce international; ils expriment le prix relatif entre les exportations et les importations d'un pays.

PERSPECTIVES POUR LES PRODUITS DE BASE

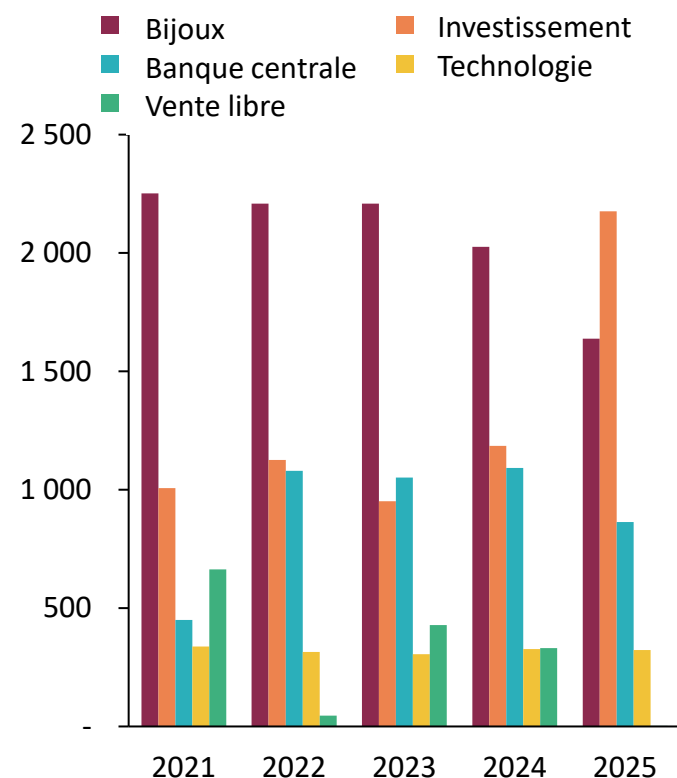
Or

Karicia Quiroz, économiste

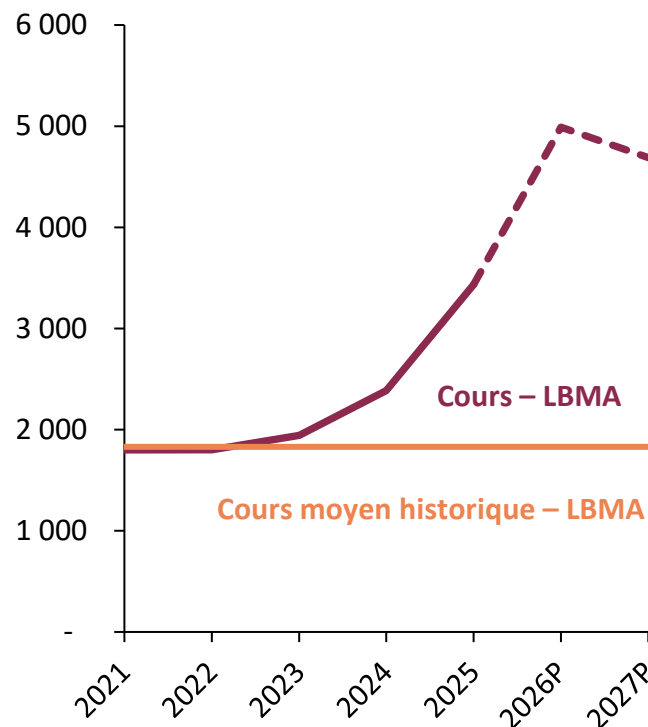


Les cours aurifères à des sommets, portés par la demande des investisseurs

Sources de la demande en or (tonnes)



Cours de l'or (USD l'once troy)



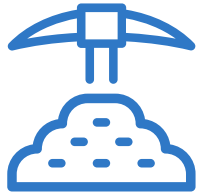
Les cours aurifères ont atteint en moyenne environ 3 435 USD l'once troy en 2025, soit un sommet annuel inédit, par rapport au cours de 2 387 USD de 2024.

Cette envolée s'explique surtout par la demande d'investissement (qui représentait environ 43 % de la consommation mondiale d'or), à la faveur d'abondantes entrées de fonds cotés en bourse et d'une augmentation des achats sous forme de lingots et de pièces. Le cours aurifère est donc devenu sensible au moral des investisseurs, ce qui a accentué la volatilité en raison des tensions géopolitiques, des risques d'inflation et de l'incertitude entourant les politiques commerciales. En contrepartie, on constate un tassement de la demande de bijoux et des achats des banques centrales, les prix élevés ayant pesé sur les achats non liés à l'investissement.

À l'avenir, la fermeté de la demande pour une valeur refuge sûre devrait maintenir les cours élevés jusqu'en 2026. Le cours atteindrait en moyenne environ 4 990 USD l'once, soutenu par la diminution des taux d'intérêt américains en fin d'année. L'incertitude diminuant et les cours contrariant la demande, le cours de l'or devrait culminer en 2026, puis se replier peu à peu en 2027, pour s'établir à 4 689 USD l'once. La demande de bijoux devrait retrouver son rôle traditionnel en tant que principale source de demande d'or; la volatilité causée par l'investissement devrait quant à elle se modérer.

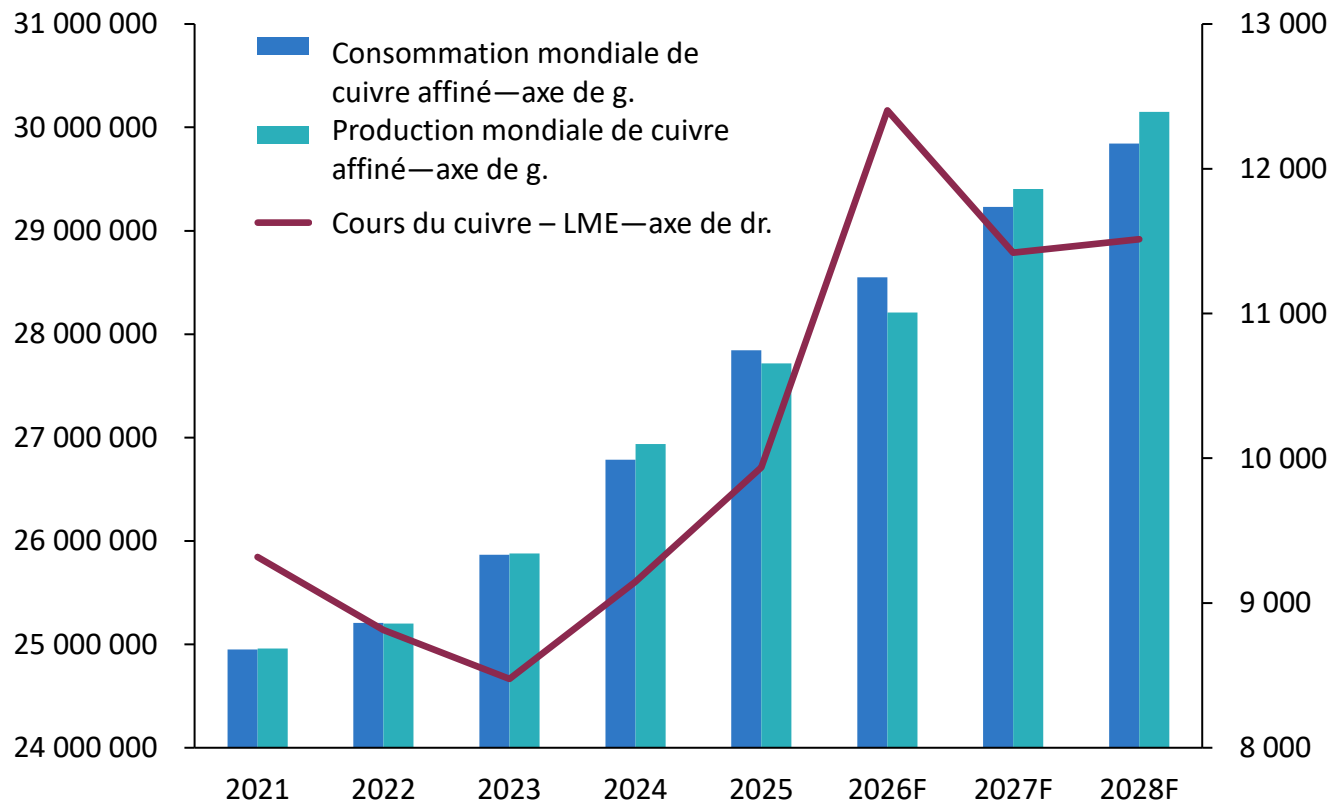
Cuivre

Karicia Quiroz, économiste



Le resserrement de l'équilibre mondial offre-demande fait monter les cours

axe de gauche : tonnes; axe de droite : USD par tonne métrique



L'offre mondiale serrée et l'instabilité liée à la politique commerciale américaine soutiendront les cours élevés du cuivre en 2026.

Les cours ont grimpé fin 2025 et atteint des pics inédits au début 2026, la moyenne de janvier dépassant 13 000 USD la tonne – une première. Pour 2026, nous tablons sur un cours moyen de 12 403 USD la tonne, ce qui témoigne des contraintes persistantes de l'approvisionnement malgré la volatilité. À la fin 2025, les perturbations dans les principales mines et les inquiétudes quant à la perspective de droits d'importation américains ont entraîné l'acheminement de grandes quantités de cuivre raffiné vers les États-Unis, ce qui a fait monter les cours intérieurs près des pics et grandement bonifier les stocks. Fin février 2026, les stocks mondiaux ont atteint un sommet depuis le début des années 2000, situation qui est surtout révélatrice d'un stockage de précaution plutôt d'une demande en berne.

Le marché devrait rester sous-approvisionné en 2026. Vu les conditions serrées, les frais de traitement payés par les mineurs aux fonderies sont tombés à zéro ou devenus négatifs dans les contrats de 2026. L'incertitude planant sur les tarifs et la production minière limitée devraient maintenir l'instabilité des cours, alors que la croissance plus lente en Chine devrait limiter de nouveaux gains. D'ici 2027, un nouvel approvisionnement devrait atténuer les pénuries et ramener les cours à 11 419 USD la tonne.

Sources : Perspectives à court terme pour le cuivre de février 2026 de Wood Mackenzie; Financial Times/Haver

27 Analytics, Services économiques d'EDC

LME=London Metal Exchange F = prévision

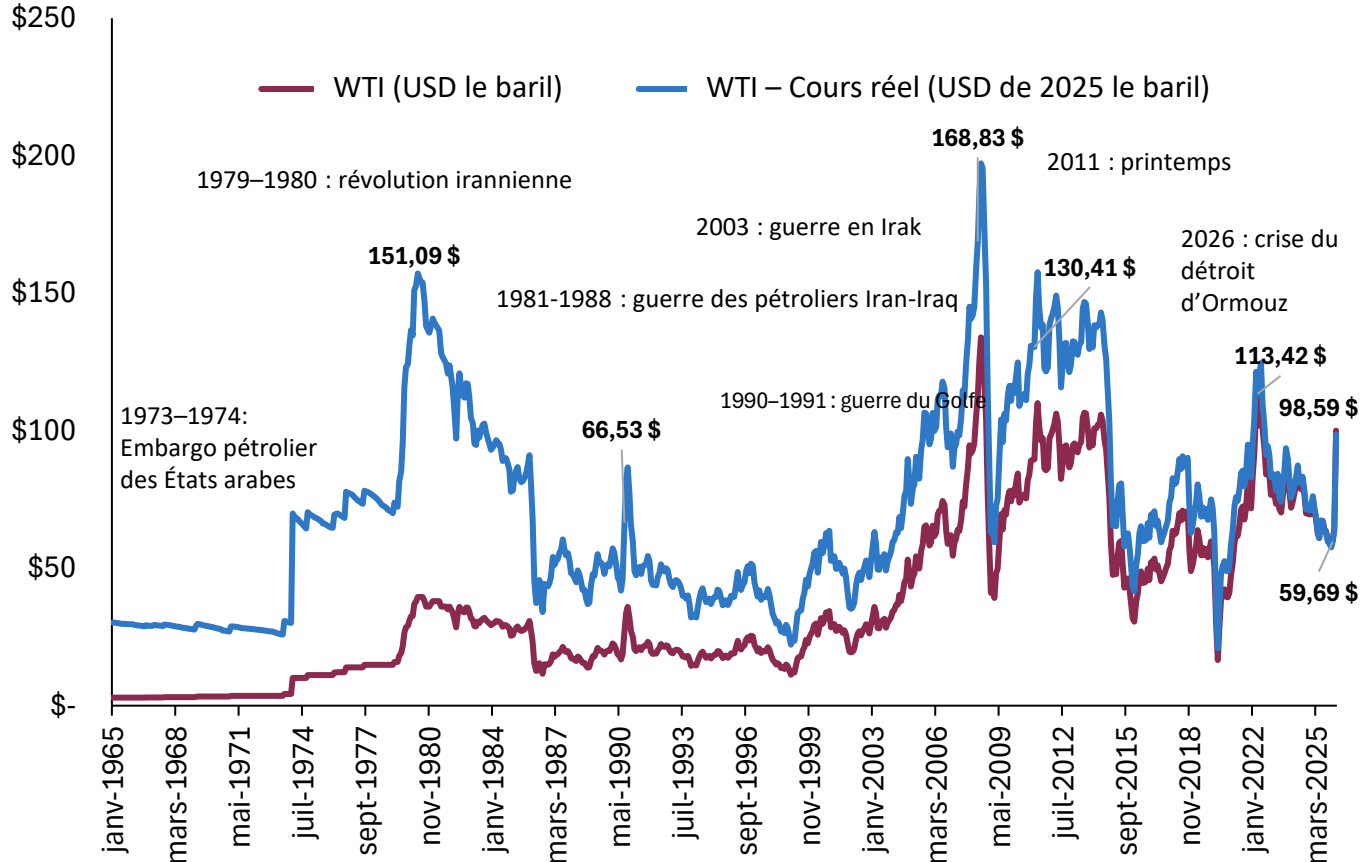
Pétrole

Zhenzhen Ye, économiste



Conflits au Moyen-Orient et chocs pétroliers à l'échelle planétaire

USD le baril



Les cours pétroliers ont grimpé en flèche après la décision de l'Iran de fermer le détroit d'Ormouz, dans la foulée des frappes militaires menées conjointement par les États-Unis et d'Israël.

Avant le conflit, les cours s'élevaient en moyenne à environ 62 USD par baril (cumul annuel) et s'orientaient à la baisse vu la surproduction mondiale. Les hostilités s'intensifiant – l'Iran ciblant le fret maritime commercial et les infrastructures pétrogazières –, les cours ont bondi pour avoisiner les 90 USD le baril lors de la première semaine du conflit.

Le détroit d'Ormouz est à l'échelle mondiale le goulet d'étranglement vital pour le secteur pétrogazier : environ 20 millions de barils par jour – soit environ le cinquième du fret mondial de pétrole et de GNL – y transitent. Il n'a jamais été complètement bloqué, y compris lors de la « guerre des pétroliers » Iran-Irak et la guerre du Golfe de 1991. La plupart des producteurs du Golfe, dont le Koweït, le Qatar et Bahreïn, n'ont pas d'autres voies d'exportation.

Seuls l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis disposent de pipelines qui peuvent contourner le détroit, avec une capacité combinée d'environ 8,5 millions de barils par jour – insuffisante pour remplacer les volumes normaux.

Les cours de l'or noir resteraient soumis à une grande volatilité, surtout en raison de la durée et de la gravité des perturbations. Si le détroit est miné, la reprise de l'activité prendrait beaucoup plus de temps, car les opérations de déminage pourraient retarder le retour à une navigation normale, même après une diminution des hostilités.

Sources : Haver Analytics; Services économiques d'EDC

Nota – Cours nominal du WTI : Cours pétrolier en USD courants, non corrigés de l'inflation.

28 Cours réel du WTI : Cours nominal corrigé de l'inflation, qui illustre la valeur réelle du pouvoir d'achat du pétrole au fil du temps.

PRÉVISIONS D'EDC

Croissance annuelle du PIB réel

Perspectives économiques mondiales (variation annuelle en %)						
	2025	2026 ^P	2027 ^P	2028 ^P	2029 ^P	2030 ^P
Pays développés	1,8	1,8	1,9	1,8	1,7	1,6
Canada	1,7	1,3	1,9	2,1	1,9	1,8
États-Unis	2,1	2,3	2,2	2,2	2,1	2
Zone euro	1,5	1,1	1,5	1,4	1,3	1,2
Allemagne	0,4	0,4	1,9	1,5	1,1	1,2
France	0,9	1	1,1	1,4	1,2	1,2
Pays en développement	4,3	4,2	4,3	4,3	4,1	3,9
Chine	5,0	4,6	4,5	4,3	4,0	3,8
Inde	7,6	6,6	6,7	6,8	6,8	6,4
Brésil	2,6	1,9	2	2	1,9	1,9
Mexique	0,8	1,7	2	2,1	1,9	1,7
Monde	3,2	3,2	3,3	3,3	3,1	3,0

Devises et taux d'intérêt

Perspectives économiques mondiales		2025	2026 ^P	2027 ^P	2028 ^P	2029 ^P	2030 ^P
Devises	Taux de change						
Dollar américain	USD par CAD	0,72	0,74	0,74	0,75	0,76	0,77
Euro	USD par EUR	1,13	1,17	1,18	1,18	1,18	1,18
Euro	CAD par EUR	1,58	1,58	1,59	1,58	1,56	1,53
Taux d'intérêt, moyenne annuelle							
Banque du Canada (<i>taux cible du financement à un jour</i>)		2,71	2,25	2,25	2,65	2,74	2,75
Réserve fédérale américaine (<i>taux cible des fonds fédéraux – médiane</i>)		4,25	3,61	3,18	3,13	3,13	3,12
Banque centrale européenne (<i>taux directeur</i>)		2,41	2,15	2,15	1,81	1,75	1,75

Cours des produits de base

Perspectives économiques mondiales	2025	2026 ^P	2027 ^P	2028 ^P	2029 ^P	2030 ^P
Pétrole brut Brent, USD/baril	69,10	76,70	64,50	66,40	68,80	71,00
West Texas Intermediate, USD/baril	64,80	72,00	61,00	62,90	65,30	67,50
Western Canada Select, USD/baril	53,90	53,10	46,10	49,40	51,80	54,00
Or, USD/once troy	3 435	4 990	4 689	4 135	3 557	2975
Cuivre, USD/tonne	9 938	12 403	1 419	11 514	11 457	10 977

Avis

Le présent document ne vise aucunement à donner des conseils précis et ne devrait pas être consulté dans cette optique. Il s'agit uniquement d'un aperçu. Il serait malavisé d'agir ou de prendre une décision sans avoir fait une recherche indépendante approfondie et obtenu les conseils d'un professionnel. Bien qu'Exportation et développement Canada (EDC) ait déployé des efforts commercialement raisonnables pour s'assurer de l'exactitude des renseignements contenus dans le présent document, elle ne garantit d'aucune façon leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité. Les informations présentées pourraient se périmier, en tout ou en partie, à n'importe quel moment. Il incombe donc à l'utilisateur de vérifier les renseignements qu'il contient avant de s'en servir. EDC n'est aucunement responsable des pertes ou dommages occasionnés par une inexactitude, une erreur ou une omission liée au présent document ou en découlant. Le présent document ne vise aucunement à donner des avis juridiques ou fiscaux et ne doit pas servir à cette fin. Pour obtenir des conseils juridiques ou fiscaux, le lecteur doit consulter un professionnel qualifié. EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite.

Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document.

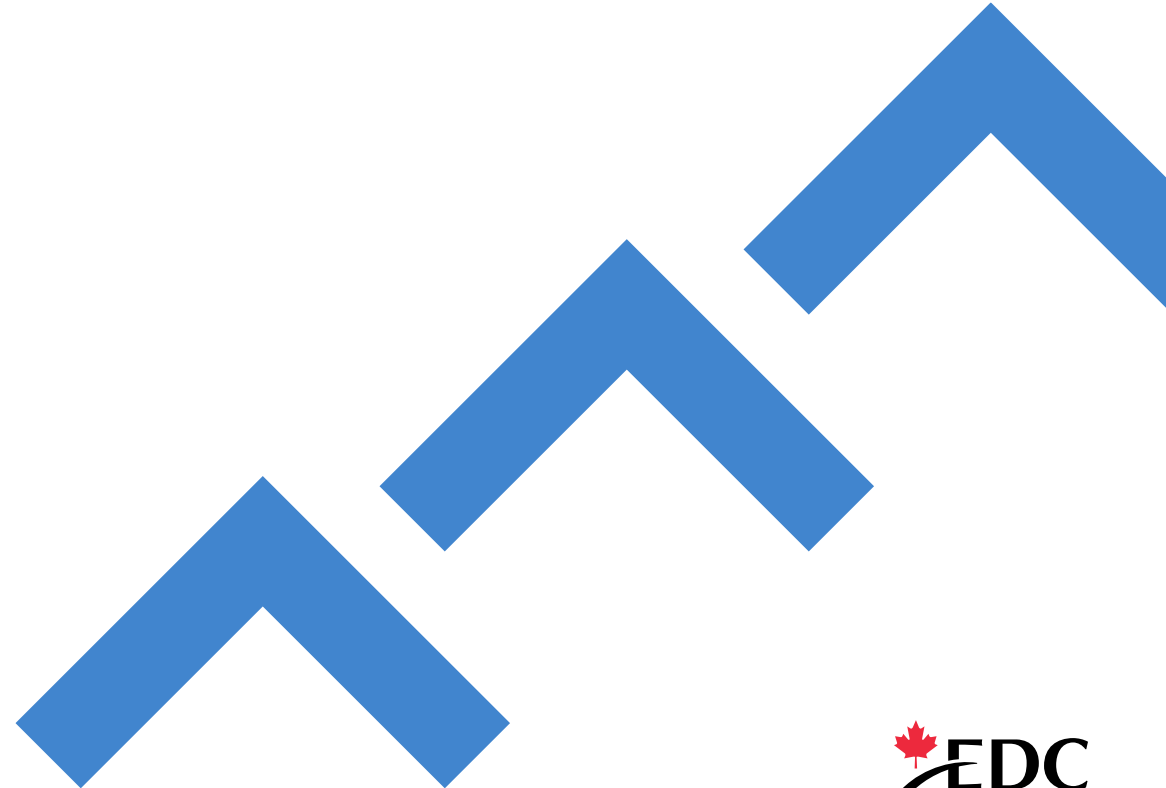
Copyright ©2026 Export Development Canada. All rights reserved.

© Exportation et développement Canada, 2026. Tous droits réservés.

Demandes des médias

1-888-222-4065

media@edc.ca



TAKE ON
THE WORLD



UN MONDE
À CONQUÉRIR